

Carnage à Abidjan : made in France

Troupes françaises et de l'ONU, hors de Côte d'Ivoire !

8 décembre – La France, ancienne puissance colonisatrice, vient de réaffirmer sa volonté de se maintenir comme puissance néocoloniale en Côte d'Ivoire. Le 6 novembre, l'armée française a détruit la petite force aérienne que s'était procurée la Côte d'Ivoire (quatre avions de chasse et cinq hélicoptères de combat), ce « sur l'ordre express du chef de l'Etat, Jacques Chirac ». Nous condamnons vigoureusement cet acte de guerre, ordonné officiellement en représailles contre le bombardement d'une caserne française. On ne sait pas qui a donné l'ordre de ce bombardement, mais dans tout conflit entre troupes françaises et ivoiriennes (ou rebelles) nous sommes sans ambiguïté du côté opposé à notre propre impérialisme.

Lorsque, à la suite de l'attaque française, les partisans en colère du président Gbagbo à Abidjan se sont mobilisés en masse et ont convergé en pleine nuit vers le sud de la ville, où se trouvent l'aéroport et

la base militaire permanente française, ils ont été piégés par les tirs de l'armée française, qui a occupé les deux seuls ponts permettant de traverser la lagune et qui survolait la foule désarmée en hélicoptère. Selon un témoin (*le Monde*, 16 novembre) : « C'était une vision dantesque [...]. Des hélicoptères ont constamment survolé les ponts et repoussé à tour de rôle, sous un déluge de balles traçantes, une marée humaine qui avançait lentement, puis fuyait précipitamment en se piétinant. » Des photos de cadavres, certains décapités par les

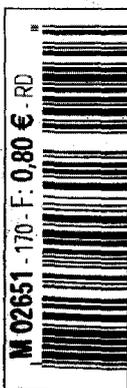


Luc Gnago/Reuters

Abidjan, 9 novembre : l'armée française tue des dizaines de manifestants désarmés et fait d'innombrables blessés.

balles françaises, ont circulé. Il y a eu des dizaines de morts et de 1.000 à 2.000 blessés ! Ces chiffres montrent la violence des forces d'occupation et leur détermination « à tirer dans le tas » pour rester sur place. Nous disons : **Retrait immédiat des troupes françaises de Côte d'Ivoire ! Troupes françaises hors d'Afrique, hors des Balkans, hors d'Afghanistan et d'Haïti !**

La Côte d'Ivoire a été pendant plus de 40 ans au centre du dispositif néocolonial français en Afrique de l'Ouest. Ce dispositif est indispensable à l'impérialisme français pour qu'il continue à revendiquer une place dans le noyau des « grandes puissances mondiales ». Une déconfiture en Côte



A bas l'Union européenne capitaliste et sa « Constitution » !

De Hollande à Fabius, de Buffet à Besancenot et Laguiller, pratiquement toute la gauche soutient l'Europe capitaliste (pourvu qu'elle soit « sociale », disent certains) ; Lutte ouvrière vient même de déclarer dans son organe théorique *Lutte de classe* (septembre-octobre) : « Nous ne sommes en revanche pas contre l'Europe, pas même contre cette Union européenne, quand bien même elle répond essentiellement aux exigences du grand patronat et des grands groupes industriels et financiers. »

Nous nous opposons au contraire, par principe, à l'Union européenne (UE), et donc par corollaire à sa « Constitution » ; l'UE est un consortium impérialiste tourné contre ses rivaux impérialistes américains, contre les travailleurs venus d'Afrique, d'Orient et d'Europe de l'Est qui tentent, au péril de leur vie, d'y pénétrer, et contre la classe ouvrière de chaque pays membre. Nous nous opposons à l'extension de l'Union européenne vers l'Est et la Turquie, et nous nous opposons en même temps à toute discrimination contre les travailleurs venus de ces pays. Les capitalistes veulent mettre en concurrence les travailleurs ici avec ceux des nouveaux pays de l'UE à bas salaires, pendant que dans ces derniers ils mettent les travailleurs en concurrence avec les salaires encore plus bas de Roumanie, d'Ukraine ou d'ailleurs. Nous disons : **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !**

Pour briser cette spirale infernale des niveaux de vie vers le bas il faut l'union des travailleurs par-delà les frontières ethniques et nationales. Soit les travailleurs des divers pays et nationalités lutteront ensemble, soit ils se feront écraser les uns après les autres. C'est sur une perspective prolétarienne et internationaliste que se base notre opposition à l'UE. Cela n'a rien à voir avec le protectionnisme nationaliste de certains bureaucrates syndicaux. Seul le renversement du capitalisme par une révolution ouvrière et la lutte pour des *Etats-Unis socialistes d'Europe*, dans le cadre d'une société socialiste mondiale, peut jeter les bases pour un développement où les forces productives servent vraiment l'humanité. La question d'un parti révolutionnaire pour élever le niveau de conscience de la classe ouvrière en luttant contre la fausse conscience que les organisations réformistes répandent est la clé. ■

d'Ivoire signifierait un affaiblissement significatif de l'impérialisme français et pourrait faire bouler de neige. C'est pourquoi « Paris s'est fortement engagé dans la crise ivoirienne pour défendre sa crédibilité en Afrique » selon *le Monde* (10 novembre).

Car depuis la destruction de l'URSS au début des années 1990, les rivalités interimpérialistes se sont exacerbées pour le repartage du monde. La brutalité du pillage impérialiste est devenue encore plus impitoyable, en Afrique comme sur le reste de la planète. En Afrique, derrière la plupart des conflits interethniques ou interétatiques, on retrouve les impérialistes. Les impérialismes, soutenant chacun une faction armée, une ethnie ou un gouvernement (et parfois les mêmes en alternance), essayent de prendre chacun la place de son rival. Dans la guerre civile en Côte d'Ivoire, l'impérialisme français a la main des deux côtés pour chercher à préserver sa domination dans la région. (Pour une explication plus développée de la situation sociopolitique de la Côte d'Ivoire et des enjeux du conflit civil actuel, voir notre article dans *le Bolchévik* n° 166, décembre 2003.)

Le président actuel, Gbagbo, à l'occasion du renouvellement des contrats de concession, cherche à jouer sur ces rivalités en faisant des appels d'offres internationaux alors que, depuis toujours, les compagnies hexagonales avaient des accords de gré à gré (voir *le Monde diplomatique*, avril 2003), le but étant d'essayer de faire pression sur les impérialistes français pour obtenir quelques miettes supplémentaires. Il est apparu récemment que des compagnies américaines ont pris des places (comme la société Cargill pour le cacao) pour piller une partie des richesses de la Côte d'Ivoire.

L'impérialisme français est prêt à ne reculer devant aucun crime pour tenter de sauvegarder sa « place » de grande puissance et contre tout ce qui est perçu comme opposé à ses intérêts. L'exemple du Rwanda, la marque de fabrique de l'impérialisme français en Afrique après la contre-révolution en URSS, est là pour le prouver. En 1994, face à l'avancée des troupes rebelles du Front patriotique rwandais perçu par la France comme une entrave à ses intérêts (et qui avait certainement le soutien des USA et de la Grande-Bretagne), la France a parrainé un régime qui a pensé, organisé et perpétré le génocide de la population tutsi ; la France n'a pas hésité à fournir un appui militaire actif à ces génocidaires avant, pendant et après le génocide qui a fait près d'un million de victimes en trois mois : un génocide impossible sans cet appui.

Toutes les « nations » africaines ont eu leurs frontières taillées au cordeau par l'impérialisme dans la chair de divers peuples et nationalités, avec pour seul critère quel impérialisme dominait ou ce qui serait le plus pratique pour piller efficacement les richesses, y compris en dressant les populations colonisées les unes contre les autres. Ce sont les crimes des impérialistes qui ont fourni les ingrédients pour le génocide rwandais, ainsi que pour la crise actuelle en Côte d'Ivoire.

Depuis l'automne 2002, la Côte d'Ivoire est embourbée dans une situation de guerre civile inextricable, les insurgés

Suite page 8

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Robert Carlyle
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Libérez Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !

We Want Freedom

Une vie dans le Black Panther Party

Un livre de Mumia Abu-Jamal

Une critique de Paul Cone



COC Productions

« POUR MOI, POLITIQUEMENT, la vie a commencé avec le Black Panther Party.

« Quand au printemps 1968 Audrea, une sœur plus âgée, m'a tendu un exemplaire du journal *The Black Panther*, mon esprit a d'un seul coup explosé. C'était comme si mes rêves s'étaient éveillés et étaient entrés dans ma réalité.

« J'ai lu et relu ce journal, caressant tendrement chaque page du doigt comme si c'était les feuillets parcheminés pareils à la texture du papier d'un livre saint. Mes yeux buvaient les images de jeunes hommes et femmes noirs, leurs corps minces et splendides habillés de cuir noir, leurs poitrines constellées de badges qui proclamaient la rébellion, la résistance et la révolution.

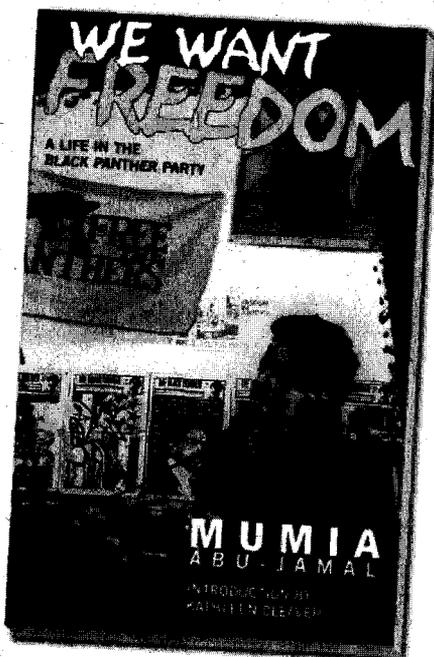
« Je ne pouvais presque pas en croire mes yeux en parcourant ces photos de Noirs armés qui proclamaient leur détermination à combattre ou mourir pour la révolution noire.

« Il allait falloir encore quelques mois avant que j'adhère officiellement à ce qui s'appelait le Black Panther Party, mais en vérité, j'y avais adhéré plusieurs mois auparavant, quand j'avais vu mon premier journal *Black Panther*.

« J'avais adhéré dans mon cœur.

« J'avais presque quinze ans. »

We Want Freedom [Nous voulons la liberté] est un témoignage de première main sur la vie dans le Black Panther Party (BPP) par Mumia Abu-Jamal, prisonnier politique dans le couloir de la mort. L'histoire que conte Jamal est celle des combattants de base des Black Panthers, ces jeunes hommes et femmes qui, comme lui, avaient voué leur vie à la cause de la lutte révolutionnaire contre l'oppression des Noirs. Jamal dédie ce livre en partie « A ces jeunes âmes idéalistes qui s'af-



fichaient en noir et bleu [les couleurs des Black Panthers]. A ceux qui vendaient des journaux en pleine nuit, dans des bars enfumés et dans la morsure glacée du vent (en particulier à l'est). A ces femmes affectueuses et à ces hommes sensibles qui, d'un bout à l'autre du pays, se levaient à cinq heures du matin pour préparer des petits-déjeuners chauds pour les écoliers. »

Le livre de Jamal fait ressurgir le meilleur de ces courageux combattants pour la cause des opprimés et des exploités. Mumia se souvient :

« Les jours étaient longs.

« Les risques étaient importants.

« Les récompenses étaient rares.

« Et pourtant, la liberté fascinait. Nous pouvions penser librement, écrire librement, et agir librement dans le monde.

« Nous savions que nous travaillions pour la liberté de notre peuple, et nous adorions ça.

« C'était l'endroit au monde où il semblait qu'il fallait être. »

Grâce à ce livre, tous ces jeunes Noirs, hommes et femmes, que le FBI mettait en garde contre la tentation de « succomber à des enseignements révolutionnaires » ne sont plus les personnes « sans nom » et « sans visage » que les exploiters racistes ont voulu faire d'eux.

We Want Freedom raconte l'histoire des origines du Black Panther Party et sa destruction, moins de dix ans plus tard, par la féroce campagne COINTELPRO (Counter-Intelligence Program - programme de contre-espionnage) aux effets aggravés par des luttes intestines. Jamal apporte un témoignage personnel sur la section des Panthers à Philadelphie, dont il avait été un membre fondateur et le Délégué

à l'information. Il décrit avec fierté et passion les petits-déjeuners gratuits et les autres programmes communautaires par lesquels les Panthers voulaient « se mettre au service du peuple ». Il raconte comment les Black Panthers ont défié le pouvoir raciste en proclamant leur solidarité avec les révolutions vietnamienne et cubaine, y compris en proposant courageusement d'envoyer des soldats combattre aux côtés des Vietnamiens contre l'impérialisme américain sanguinaire.

La partie la plus poignante de ce formidable livre est ce que Jamal écrit sur ces jeunes hommes, et surtout ces jeunes femmes, nés dans la misère de l'enfer des ghettos américains, qui ont rejoint la lutte pour la libération des Noirs. Il y avait ainsi Regina Jennings, une droguée de 16 ans qui, après avoir pris l'avion à Philadelphie, a fait irruption au siège des Panthers à Oakland pour demander à rejoindre le parti - qui l'a admise dans ses rangs quelques jours plus tard, quand elle n'était plus sous l'emprise de la drogue, et l'a aidée à se désintoxiquer. Jamal cite Naima Major qui, à 17 ans, lauréate du programme National Negro Scholar [qui attribuait des bourses aux lycéens noirs les plus doués], renonça à l'université pour venir rejoindre les Panthers à Oakland. « Dévouée à la cause de la révolution noire et au programme en dix points, j'ai commencé, mon bébé accroché sur moi, le dur travail communautaire qui était exigé de tous les Panthers, en organisant des pauvres femmes comme moi, en mettant en place et faisant fonctionner des écoles gratuites, en écrivant des lettres pour des gens qui ne savaient pas écrire, en exigeant un logement décent pour des gens qui avaient peur de leur propriétaire, en aidant à sortir le journal, à mettre en place une infrastructure pour les soins et les repas, et ainsi de suite. J'ai fait aussi du travail dangereux, et j'ai étudié Hegel, Marx, Lénine, Fanon, Mao avec une ferveur religieuse. »

We Want Freedom donne un récit, qui tient le lecteur en haleine, de la campagne de terreur dirigée contre Jamal et ses camarades par le FBI et les flics qui étaient déterminés à détruire les Panthers par tous les moyens nécessaires. Mumia consacre un chapitre au sinistre programme COINTELPRO du FBI, en notant que « Le Bureau utilisait son énorme pouvoir, son influence et ses contacts pour intimider les politiciens. Il utilisait une presse omniprésente pour chasser les gens de leur travail. Il sabotait des élections prétendument libres. Il détruisait des mariages. Il brisait des familles. Il fomentait la violence entre adversaires politiques et sociaux. »

Avec une modestie caractéristique, Jamal ne dit pas un mot de son propre combat pour la vie et la liberté contre la machination raciste qui le maintient dans l'ombre de la mort dans le couloir de la mort de Pennsylvanie. Pourtant, à chaque page de *We Want Freedom*, le lecteur peut voir pourquoi le gouvernement a pris cet homme pour cible depuis si longtemps. Jamal a été condamné en 1982 sur l'accusation mensongère d'avoir tué un policier de Philadelphie, Daniel Faulkner, le 9 décembre 1981. Depuis l'instant de son arrestation, l'accusation a cherché à utiliser contre Jamal son passé dans le BPP. La photographie de couverture de *We Want Freedom* est tirée d'une interview de Jamal publiée en janvier 1970 dans le *Philadelphia Inquirer*, quand il était alors, à 15 ans, le porte-parole du Black Panther Party. Cette interview a été utilisée par l'accusation comme la preuve déterminante pour le faire exécuter. Dans la vidéo *En direct du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal*, réalisée en 1990 par le Partisan Defense Committee, Jamal raconte que « Le mot Black Panther signifie des choses différentes suivant les gens, en fonction de leur perspective, en fonction de

Chicago Tribune



UPI

1969 : La police de Chicago et le FBI ont sauvagement assassiné les dirigeants des Panthers Fred Hampton (en vignette) et Mark Clark. A droite, le matelas maculé de sang sur lequel dormait Fred Hampton.

leur histoire, en fonction de leur orientation politique. Le procureur le savait fort bien [...]. J'ai vu quand ça a frappé le jury, c'était comme une décharge électrique. »

Pour obtenir la condamnation à mort de Jamal, le procureur Joseph McGill brandit comme un chiffon rouge, devant un jury presque entièrement blanc, le mensonge grotesque que son appartenance aux Black Panthers quand il était adolescent prouvait qu'il était un tueur de flics déterminé, qui depuis 12 ans avait prévu de tuer un flic. Comme les lecteurs de ce livre pourront le voir, et comme le confirment les dossiers COINTELPRO de Jamal eux-mêmes, ce sont les fédéraux et les flics de Philadelphie, assoiffés de meurtre, qui avaient prévu d'avoir Jamal « dès ce moment-là » - c'est-à-dire dès le 1^{er} mai 1969, quand Jamal et ses camarades avaient fait leur première apparition publique lors d'un rassemblement devant l'immeuble de l'administration de l'Etat à Philadelphie pour exiger la libération de Huey P. Newton, un dirigeant des Panthers emprisonné.

La machination contre Jamal

Mumia Abu-Jamal est innocent ! Son affaire est un exemple parfait de machination politique raciste classique. Depuis trois ans, les tribunaux de l'Etat de Pennsylvanie comme les tribunaux fédéraux refusent même d'examiner le témoignage d'Arnold Beverly, qui affirme que c'est lui, et non Jamal, qui a abattu et tué le policier Faulkner, ainsi qu'une montagne d'autres preuves qui vont dans le même sens. Ils ont aussi rejeté des preuves découvertes il y a deux ans : le témoignage sous serment de Terri Maurer-Carter, sténographe du tribunal, qui rapporte une conversation qu'elle avait entendue au tribunal où Mumia a été jugé. Dans cette conversation, le juge Albert Sabo, qui a condamné Jamal à mort, déclarait à propos de cette affaire « Je vais les aider à faire frire ce n---e ».

Avec cette promesse répugnante, Sabo, le « roi du couloir de la mort », ne parle pas juste en son nom mais pour le pouvoir raciste de ce pays, qui a mené une guerre sanglante de

Suite page 18

Les anarchistes français et la guerre d'Algérie

La guerre a toujours été un test révélateur pour les anarchistes, en France et ailleurs. On peut prendre en exemple la Première Guerre mondiale, qui était une guerre entre puissances impérialistes pour se repartager le monde ; dans ce but les impérialistes français et anglais d'un côté, allemands de l'autre, ont envoyé des millions de jeunes travailleurs à l'abattoir dans les tranchées. C'était une guerre réactionnaire des deux côtés. La position révolutionnaire développée par Lénine était que, pour les ouvriers de chaque camp, la défaite était un moindre mal, car cela accélérerait la transformation de cette boucherie en guerre civile contre les exploiters capitalistes et leur gouvernement : la classe ouvrière « ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser » (*Le Socialisme et la guerre*, 1915). C'est ce que les marxistes appellent le « défaitisme révolutionnaire » dans une guerre interimpérialiste.

Pourtant certains anarchistes très connus, comme Kropotkine, se sont joints à l'union sacrée avec l'impérialisme français contre l'Allemagne, disant notamment « Ne laissez pas ces atroces conquérants de nouveau écraser la civilisation latine et le peuple français » (« Manifeste des Seize », cité par Sylvain Boulouque, *Les Anarchistes français face aux guerres coloniales, 1945-1962*). Parmi les anarchistes français, peu nombreux, qui s'opposèrent à cette union sacrée, il y avait des militants comme Rosmer et Monatte, qui allaient se rallier à la Révolution russe de 1917, et au Parti bolchévique sans la direction duquel les ouvriers russes n'auraient pu prendre le pouvoir.

Pendant la guerre d'Algérie la position marxiste révolutionnaire était de soutenir activement la lutte de libération nationale, pour l'indépendance, contre le colonialisme français. Il fallait, sans donner le moindre soutien politique aux nationalistes petits-bourgeois, sans abandonner un instant une perspective de classe *prolétarienne* révolutionnaire, prendre le côté des nationalistes dans le conflit militaire avec le colonialisme français (voir notre article page 24).

Le neutralisme de la Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste (FA), quant à elle, a refusé à l'époque de prendre toute position autre que la condamnation de la répression. Dans le meilleur des cas ils éprouaient une certaine sympathie pour les peuples coloniaux. Dans leur premier article après le déclenchement de la guerre d'Algérie (*Le Monde libertaire*, décembre 1954), ils dénonçaient le fait que la volonté révolutionnaire « se dilue dans des revendications nationalistes et religieuses anachroniques. Ces luttes stériles retardent d'autant la grande et inévitable transformation sociale d'où, seule, pourra surgir un monde habitable » (Recueil *Et pourtant ils existent ! 1954-2004 Le Monde libertaire a 50 ans*). Tous leurs articles sont du même acabit ; dans leur numéro de février 1956 ils écrivaient :

« Mais on ne pourra faire comprendre aux peuples colonisés l'inanité des luttes pour d'illusoire indépendances na-

tionales que dans la mesure où les peuples colonisateurs, montrant l'exemple, renonceront eux-mêmes à se réclamer du nationalisme. »

Un dirigeant de la FA de l'époque, Maurice Joyeux, a justifié cela plus tard en disant : « La guerre d'Algérie est une péripétie qui oppose deux bourgeoisies, la bourgeoisie autochtone à la bourgeoisie coloniale » (cité par Sylvain Patieu, *les Camarades des frères*).

En octobre 1956, en plein déchaînement de terreur colonialiste en Algérie, un article d'André Prudhommeaux expliquait dans *le Monde libertaire* :

« L'ANARCHISME tend à la libération de tous les hommes, quelle que soit la classe ou la nation à laquelle ils appartiennent ; or, cette libération ne saurait avoir lieu, ni par l'intermédiaire de la *classe*, ni par celle de la nation. [...] Comme la guerre des nations, la *guerre des classes* divise perpétuellement l'humanité en vainqueurs et vaincus, les premiers jouissant de leur triomphe, les autres guettant leur revanche. [...] Il résulte de ce qui précède que l'anarchisme ne saurait s'identifier à aucune cause nationale ou classiste [...]. Par là-même, l'anarchisme sera amené à rejeter les scories de la tradition garibaldienne-mazzinienne et de la tradition marxiste (c'est-à-dire d'une part le *principe des nationalités* et de l'autre la *dialectique des classes*, considérés comme facteurs révolutionnaires universels) et il leur substituera le *principe de l'individualité, en lutte contre toutes les nations et toutes les classes qui l'oppriment en tant qu'elles tendent à réduire l'homme au Français ou à l'Allemand, au Capitaliste, au Prolétaire ou autres abstractions sociologiques.* »

Ce que cet idéalisme démocratique radical voulait dire dans le monde réel, c'est-à-dire à l'époque dans le contexte de la guerre d'Algérie, c'était de renvoyer le peuple algérien qui luttait pour sa libération dos à dos avec le colonialisme français, et de prêcher la collaboration de classes au nom de la « défense de l'homme ». Pour conquérir non pas même

Spartacist édition française n° 36
(été 2004)

1,50 EUR
(60 pages)

(compris dans l'abonnement au *Bolchévik*)

Commande :

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



une véritable égalité entre tous les hommes, mais simplement la fin de l'oppression coloniale en Algérie, il a fallu le sacrifice de millions d'Algériens luttant pour l'indépendance. L'acharnement de la bourgeoisie française à lutter pour préserver sa domination en Algérie montre que pour en finir avec le système d'exploitation capitaliste lui-même, il faut non seulement une lutte de classe intransigeante (ce qu'acceptent certains anarchistes), mais il faut détruire l'Etat capitaliste et exercer une véritable *dictature* du prolétariat pour vaincre la résistance de cette classe exploiteuse capitaliste en France et internationalement – une dictature que rejettent les anarchistes dans leur ensemble.

La Fédération communiste libertaire pour la lutte d'indépendance

La Fédération anarchiste avait scissionné en 1953. La base politique de la scission était loin d'être claire mais la guerre d'Algérie a montré une nette différenciation politique. L'autre côté de la scission s'est renommé Fédération communiste libertaire (FCL). Cinquante ans plus tard, la Fédération anarchiste dénonce encore dans sa récente anthologie (*Et pourtant ils existent ! 1954-2004 Le Monde libertaire a cinquante ans*) « des attaques portées, notamment, par un improbable groupuscule marxiste-libertaire qui a fini par miner l'organisation anarchiste et lui dérober son propre journal ».

La FCL n'a jamais été marxiste mais, contrairement à la Fédération anarchiste, elle a pris clairement position pour la lutte des peuples coloniaux. Ainsi, lors du congrès de l'Internationale communiste libertaire (ICL), liée à la FCL, à Paris en juin 1954, donc entre Dien Bien Phu et le début de la guerre d'Algérie, ils ont adopté des « Principes » qui disaient notamment :

« Les sections de l'Internationale appuieront les luttes de peuples coloniaux pour l'indépendance parce que ces luttes contribuent à affaiblir l'impérialisme, le mettent en crise et font avancer la perspective révolutionnaire dans les métropoles et dans le monde entier. L'appui donné à ces luttes ne comporte pas, en cas de victoire des mouvements pour l'indépendance des pays coloniaux, l'appui aux gouvernements créés par le capitalisme indigène, destiné du reste à rentrer dans l'orbite de l'une ou l'autre centrale impérialiste, mais cet appui comporte la solidarité avec le prolétariat colonial dans la lutte qu'il ne manquera pas de développer contre l'exploitation et contre l'impérialisme. »

– cité par Georges Fontenis, *Changer le monde*

Evidemment derrière « l'une ou l'autre centrale impérialiste » l'Internationale communiste libertaire pensait à l'Union soviétique, un Etat ouvrier dégénéré qui n'était pas une « centrale impérialiste ».

Dès le 4 novembre 1954 *le Libertaire*, hebdomadaire de la FCL, prend position pour l'action des insurgés et souhaite que le MLNA (Mouvement libertaire nord-africain, section de l'ICL en Algérie) puisse aider le peuple algérien à dépasser l'indépendance nationale par une véritable révolution sociale. Le numéro suivant (n° 404) du 11 novembre est saisi sur ordre du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand ; les titres de ce numéro disaient « Les travailleurs algériens veulent en finir avec 125 ans d'exploitation », « Exigeons le retrait du contingent et des troupes », « Vive l'Algérie libre ! » En Algérie tous les numéros du *Libertaire* sont saisis entre novembre 1954 et janvier 1955. Des militants de la Confédération nationale du travail (CNT) se joignent à un Comité de lutte dont *le Libertaire* publie un appel le 25 novembre 1954 disant notamment :

« Nous ne devons pas renvoyer, dos à dos, l'impérialisme et les

VIVE L'ALGERIE LIBRE !

Une répression sauvage s'abat sur l'Algérie
De nombreux travailleurs algériens sont surveillés ou arrêtés
Le M.T.L.D. et son journal "L'ALGERIE LIBRE" sont interdits

Le Gouvernement Mandat-Mitterrand et la presse pourrie à gages couvrent d'injures et de calomnies les

Résistants Algériens,

A cette campagne de haine destinée à couvrir les menées colonialistes, nous répondons :

Le terrorisme n'est pas un fait isolé, n'est pas provoqué par les émissions de la Radio du Cabre.

La révolte est la conséquence de **124 ans d'expropriations, de surexploitation, de répression, de massacres.**

Elle est le seul espoir des salariaux et ouvriers agricoles à 250 fr. par jour, des centaines de milliers de chômeurs, d'émigrés ruisselant vers les bidonvilles, s'engageant dans une lutte à mort pour l'indépendance, c'est-à-dire contre le colonialisme exploiteur.

Tous unis, malgré les mensonges des uns et le silence des autres (les grands partis dits ouvriers), nous manifesterons notre **solidarité** avec les travailleurs algériens et nous exigeons :

- **le retrait du contingent** et de toutes les troupes d'Afrique du Nord.
- Nous ne voulons pas une nouvelle guerre d'Indochine, nous ne voulons pas que nos fils et nos frères sous l'uniforme soient transformés en "chasseurs de jellakaf".
- **la levée de l'interdiction** du M.T.L.D. et de son journal **"L'Algérie libre"**.
- **la libération** de Messali Hadj et de tous les militants du M.T.L.D.

En avant contre le colonialisme avec
l'Internationale Communiste Libertaire

Chaque journal, feuille de "Libertaire" en vente chez les membres du MLNA, jusqu'au 31 Novembre, le lieu après accordé concédé à l'Algérie. - Adhès à la F.C.L. 145, quai de Voltaire, Paris (10^e)

Affiche de la FCL placardée le 9 novembre 1954, 8 jours après le début de la guerre : une courageuse déclaration de solidarité avec les insurgés, mais qui ne distingue pas la FCL politiquement des nationalistes petits-bourgeois.

revendications des peuples colonisés, mais au contraire nous devons, selon l'exemple de Bakounine, nous solidariser avec les peuples soumis, contre les impérialismes... même si le désir d'émancipation de ces peuples revêt, pour quelques-uns, un caractère national qui doit être seulement transitoire. »

– cité par Fontenis, *ibid.*

Donc ils prenaient clairement un côté, et ils ont aidé matériellement les nationalistes algériens. Dans le film regroupant des interviews d'anciens militants de la FCL, tourné en 2001 par Guillaume Lenormant et Daniel Goude, ils expliquent qu'au début ils soutenaient essentiellement le Mouvement national algérien (MNA), qui était hégémonique en France ; ils auraient notamment contribué à lui procurer des armes de poing et même des mortiers ; mais ils refusaient de prendre parti dans la lutte entre le Front de libération nationale (FLN) et le MNA. C'est à partir de 1956-1957, alors que le FLN devenait hégémonique, que les militants FCL ont commencé à soutenir surtout celui-ci.

La FCL intervenait également dans les grèves. Ils ont fait un numéro spécial du *Libertaire* de Nantes pendant les grandes grèves économiques d'août 1955, un numéro qu'ils ont vendu à des milliers d'exemplaires. En septembre 1955, un « manifeste de la FCL à tous les travailleurs », en guise de bilan de la grève de Nantes, exigeait le retrait du contingent d'Algérie, à un moment où le mouvement des rappelés (qui avaient déjà accompli leur service militaire mais qui étaient « rappelés » obligatoirement, notamment pour aller en Algérie) prenait de l'ampleur. Dans le film d'interviews, une militante raconte comment ils avaient du mal parfois à

vendre leur journal, mais ensuite, quand ils allaient dans les cafés algériens, tous les travailleurs l'achetaient.

Mais la répression s'accroissait contre la FCL. Pierre Morain a été emprisonné le 29 juin 1955 et a fait un an de prison. C'était le premier Français réprimé par la justice en métropole pour s'être solidarisé avec la lutte de libération nationale. Les procès se sont multipliés contre les militants de la FCL à cause de leurs prises de position sur la guerre d'Algérie ; *le Libertaire* a été saisi onze fois. En juillet 1956 ils ont arrêté la publication du *Libertaire*. Leurs trois militants les plus recherchés sont passés dans la clandestinité pendant plusieurs mois avant de se faire capturer ou de se constituer prisonnier.

S'ils sont passés à la clandestinité c'est parce qu'ils s'attendaient à une crise révolutionnaire imminente en France, avec des milliers de rappelés passant dans la clandestinité pour ne pas aller en Algérie.

La FCL et le « front populaire »

C'est largement grâce au PCF que la bourgeoisie a évité une crise révolutionnaire à ce moment-là (voir notre article sur la guerre d'Algérie, page 24). Les sociaux-démocrates de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière, le nom de la social-démocratie à l'époque) avaient constitué un « front républicain » avec des partis bourgeois pour les élections du 2 janvier 1956. La bourgeoisie étant la classe dirigeante, dans une telle alliance c'est les capitalistes qui inévitablement se subordonnent les partis ouvriers, et jamais l'inverse. C'est pourquoi les marxistes s'opposent par principe aux « fronts républicains » et autres « fronts populaires » qui enchaînent les travailleurs par l'intermédiaire de leurs partis à leurs exploités.

Le PCF, loin de s'opposer au « front républicain » de Guy Mollet, cherchait au contraire par tous les moyens à s'y intégrer. Mollet ne les a jamais pris dans son gouvernement bourgeois, mais le PCF a quand même voté, en mars 1956, les pleins pouvoirs au gouvernement Mollet pour la répression en Algérie, au nom de l'espoir de constituer un « front populaire », avec la SFIO et ses partenaires bourgeois.

Face à ces trahisons, la FCL se présentait comme « le Parti qui enfin émerge jeune, neuf et propre de toute souillure, de la vase dans laquelle des partis et des dirigeants ouvriers soudoyés ont plongé le mouvement ouvrier, [...] la FCL est appelée à regrouper autour d'elle la grande masse des travailleurs et à les conduire à la révolution sociale » (déclaration du bureau national de la FCL, citée par Sylvain Pattieu, *op. cit.*). La FCL se voyait comme le futur grand parti révolutionnaire des travailleurs, mais elle n'avait elle-même pas les bases programmatiques pour construire un tel parti s'opposant à la collaboration de classes du PCF, et c'est sur la question du « front populaire » qu'on peut le voir. Cela a amené la FCL lors des élections de janvier 1956, là où elle ne se présentait pas elle-même, à soutenir les candidats de la SFIO et du PCF, alors même que ceux-ci étaient en bloc avec la bourgeoisie : « Votez pour le candidat ouvrier le plus capable dans chaque circonscription de barrer la route à la réaction ! » (cité dans *le Monde libertaire*, janvier 1956)



Pool/Reuters

Fallouja, novembre : les troupes US prennent d'abord l'hôpital (ici aux mains des troupes irakiennes fantoches) et arrêtent tout le monde pour empêcher la diffusion de nouvelles sur le nombre massif de morts et de blessés civils.

La FCL avait publié un article sous le titre « De l'illusion Front populaire au crétinisme parlementaire » dans *le Libertaire* du 12 mai 1955. Mais en novembre 1955 *le Libertaire* publiait des articles dont la trame était, comme l'a dit plus tard Georges Fontenis, dirigeant de la FCL à l'époque, « la distinction entre le Front populaire équivoque et trompeur des politiciens s'unissant au sommet sur un programme de collaboration de classes et le front populaire des masses en mouvement ». En d'autres termes, au lieu d'un front populaire au sommet, ils voulaient un front populaire à la base et « en mouvement » ; ils ne comprenaient pas que c'est le front populaire en tant que tel, sous toutes ses formes, qui subordonne les ouvriers à leurs alliés bourgeois (même « démocratiques », proches « des masses ») et les empêche de mener la lutte révolutionnaire. On ne peut à la fois s'allier à la bourgeoisie dans un front populaire, et prétendre représenter une alternative de classe à la bourgeoisie capitaliste.

Cela montre qu'en dépit de leur action courageuse contre la guerre d'Algérie, les militants de la FCL n'avaient pas une perspective véritablement prolétarienne révolutionnaire ni même celle d'une véritable indépendance de classe, en France ou en Algérie. Dans les années 1960 certains sympathiseront avec le guévarisme, d'autres avec le maoïsme. Les groupes actuels, Organisation communiste libertaire (OCL) et Alternative libertaire, prennent indirectement leurs racines dans la FCL.

Les anarchistes français et l'Irak

La position anarchiste usuelle de neutralité pacifiste dans les guerres s'est retrouvée plus récemment dans la guerre contre l'Irak en 2003, quand la CNT a diffusé un numéro de son journal avec pour titre « Ni Saddam, ni Uncle Sam Guerre sociale au kapital » (*le Combat syndicaliste*, 27 mars 2003). En d'autres termes la CNT tirait un trait d'égalité entre l'Irak néocolonial de Saddam Hussein et la coalition impérialiste dirigée par George Bush ; cela constitue un aveu d'impuissance face au carnage impérialiste. Toutes les nations ne sont pas égales ; certaines portent la botte impérialiste, d'autres sont piétinées par celle-ci ; dans un tel

Visitez le site Web de la LCI !
www.icl-fi.org

conflit les révolutionnaires devaient se placer du côté de la nation opprimée, sans accorder le moindre soutien politique au régime capitaliste assassin de Saddam Hussein (voir l'article de nos camarades canadiens « L'anarchisme et la guerre impérialiste », reproduit dans *le Bolchévique* n° 165, septembre 2003).

De refuser de prendre le côté de la nation opprimée rend vides de sens les appels de la CNT à la « Guerre sociale au capital », car pour une telle « guerre sociale » il faut faire comprendre aux travailleurs le rôle de l'impérialisme (et le rôle subordonné des régimes capitalistes du tiers-monde). Seuls, nous, les trotskystes avions clairement lutté pour la défense militaire de l'Irak contre la coalition impérialiste dirigée par les USA, et pour une lutte de classe contre les capitalistes, y compris dans la France impérialiste de Chirac-Monsieur-veto-à-la-guerre-de-Bush (et Monsieur-occupation-néocoloniale-de-la-Côte-d'Ivoire).

Alternative libertaire, quant à elle, signait un appel « Libertaires contre toutes les guerres ! » (*Alternative libertaire*, mars 2003) qui revendiquait de façon utopique « un désarmement et une démilitarisation partout dans le monde ! » Comme les capitalistes impérialistes possèdent les usines d'armement et la technologie, ce « désarmement/démilitarisation dans le monde », utopique de toutes façons, ne ferait que désarmer les pays néocoloniaux et les Etats ouvriers alors que les capitalistes ont la capacité de se réarmer en un rien de temps. Comme l'écrivait Boukharine et Préobrajensky dans *l'ABC du communisme* (1920) :

« En dépit des vœux du pacifisme, la bourgeoisie continuera toujours à s'armer, et si le prolétariat désarme ou ne s'arme pas, il se laissera écraser, tout simplement. C'est en cela que consiste la duperie du prolétariat, par les belles phrases pacifistes. Leur but est de détourner la classe ouvrière de la lutte armée pour le communisme. »

Avec l'occupation coloniale de l'Irak, l'Organisation communiste libertaire (*Courant alternatif*, octobre) a mentionné favorablement le travail du Parti communiste ouvrier

d'Irak (PCOI). *Alternative libertaire* (juillet-août 2004) déclare même que le « PCOI défend un communisme de conseils et représente la seule alternative réelle en Irak. » La vérité c'est que le PCOI est un parti qui, s'il s'oppose à l'occupation américaine de l'Irak, verrait d'un bon œil, après un retrait des troupes américano-britanniques, « leur remplacement par des forces militaires sous l'égide de l'ONU provenant de pays n'ayant pas pris part à la guerre contre l'Irak » (*l'Humanité*, 2 décembre). Mais ce sont les sanctions de l'ONU pendant 12 ans qui ont tué plus d'un million d'Irakiens, un embargo beaucoup plus meurtrier que tous les crimes des USA et de leurs alliés en Irak depuis 2 ans. L'ONU est une arène où se mesurent au niveau diplomatique les différentes puissances impérialistes qui dominent le monde et où se mesure leur domination sur les pays néocoloniaux. Des troupes de l'ONU en Irak ne représenteraient qu'une autre forme d'occupation et de pillage impérialiste.

Le PCOI met de plus les impérialistes US et leurs laquais irakiens sur le même pied que les forces islamiques et baasistes qui s'opposent à eux (voir notre polémique dans *Workers Vanguard*, 6 janvier), et fort logiquement, le PCOI « ne participe pas, pour l'instant, à la résistance » (*Courant alternatif*, journal de l'OCL, octobre). Nous défendons au contraire tous les coups portés aux forces d'occupation et à leurs laquais irakiens, tout en condamnant les attaques contre les civils et l'oppression des femmes par les réactionnaires islamiques.

La tradition internationaliste révolutionnaire contre l'impérialisme et le colonialisme, de la guerre d'Algérie à l'occupation coloniale de l'Irak, c'est nous qui la représentons aujourd'hui. Nous cherchons à construire un parti ouvrier qui se base sur ces leçons de la lutte de classe pour un jour diriger les travailleurs ici, et dans le monde entier, vers une révolution prolétarienne victorieuse. Alors seulement on pourra en finir avec le racisme et avec l'oppression des peuples néocoloniaux aux mains des impérialistes, qu'ils soient américains, britanniques, japonais ou français. ■

Côte d'Ivoire...

Suite de la page 2

occupant la moitié nord du pays. Malgré une forte présence militaire de plus de 5 000 hommes, l'impérialisme français a été incapable de rétablir les conditions d'un régime néocolonial stable nécessaire à la poursuite de l'exploitation du pays. Les « accords de Marcoussis » orchestrés par Paris viennent de lui pêter au visage.

La guerre impérialiste à l'extérieur c'est la guerre raciste et anti-ouvrière à l'intérieur

Cette même concurrence entre les impérialistes, exacerbée par la destruction de l'URSS, amène les bourgeoisies du monde entier à mener une véritable guerre contre la classe ouvrière et les minorités dans les métropoles impérialistes. Partout ce sont des attaques contre les acquis de la classe ouvrière dans la recherche d'une augmentation des taux d'exploitation. En France, on a vu s'accélérer, sous le gouvernement Raffarin, ce que le gouvernement Jospin (auquel participait le PCF) avait commencé : privatisations, démantèlement de la Sécu, celui des retraites, blocage des salaires, inflation, etc.

Pour mieux faire passer ces attaques, la bourgeoisie essaie

de diviser la classe ouvrière. Les jeunes et les femmes sont les premières victimes de ces attaques. Une des meilleures armes de la bourgeoisie est le racisme. Ainsi en France, la terreur raciste est, depuis de longues années, devenue le quotidien des immigrés et des jeunes issus de l'immigration. Le plan Vigipirate de quadrillage de la population, l'amplification des expulsions de sans-papiers, la discrimination raciste à l'embauche et le développement de cités-ghettos sont le moyen de terroriser cette population. Les campagnes contre l'« antisémitisme » visant à faire croire que les actes antisémites sont majoritairement le fait de jeunes d'origine maghrébine, de même que la dernière mesure raciste qu'est la loi d'exclusion de l'école des jeunes filles voilées – loi ayant pour unique but de discriminer la population musulmane, principalement d'origine maghrébine – ne font que renforcer cette terreur. PS et PCF ont renforcé Vigipirate quand ils étaient au gouvernement, pendant que Lutte ouvrière (LO) maintient généralement un silence coupable sur ce plan de quadrillage raciste. Le PS et LO soutiennent la loi raciste contre les jeunes filles voilées à l'école. **A bas Vigipirate ! A bas la loi raciste sur le foulard islamique à l'école !**

Il y a un lien entre la trahison des luttes ouvrières par les directions du PC, du PS et des bureaucrates syndicaux, leur soutien aux mesures racistes et leur soutien aux ambitions



Jean Ayissi/AFP

Manifestation le 4 décembre en banlieue parisienne pour Abdelkader Ghedir, dans le coma suite à l'intervention de la police ferroviaire (SUGE) et des flics. Flics, SUGE, matons, hors des syndicats !

néocoloniales de la bourgeoisie française : le rôle de ces réformistes n'est que de récolter quelques miettes du pillage des pays du tiers-monde par l'impérialisme français. Comme l'expliquait Lénine, les privilèges matériels de l'aristocratie ouvrière sont basés sur les sur-profits tirés de la surexploitation du monde (néo)colonial, et c'est pourquoi les réformistes sont directement intéressés au maintien de ces formes de pillage. Les réformistes n'ont donc aucune intention de libérer la classe ouvrière de l'exploitation capitaliste et au contraire sont voués à son maintien.

C'est aussi au nom de la compétitivité du capitalisme français qu'ils soutiennent ouvertement les différentes réformes anti-ouvrières (CFDT sur les retraites en 2003, CGT/FO/UNSA pour les nouvelles restrictions au droit de grève à la SNCF cet automne), sabotent et désorganisent les luttes (retraites, santé, privatisations d'EDF). Ils ont aussi intérêt à ce que la classe ouvrière soit moins forte et donc plus contrôlable par eux et, malgré leurs sermons contre le racisme, ils soutiennent pratiquement toutes les mesures du gouvernement qui exacerbent les divisions racistes. Au lieu d'attendre l'aumône des capitalistes, la classe ouvrière, qui produit les richesses, doit lutter pour ses propres intérêts qui sont diamétralement opposés à ceux de la bourgeoisie ; pour cela elle a besoin d'un parti véritablement ouvrier qui mène la lutte pour une véritable société égalitaire en renversant le système d'exploitation capitaliste. *A bas l'unité nationale derrière Chirac ! A bas la collaboration de classes !*

La gauche française et la Côte d'Ivoire

Le PS, le PCF et la LCR ont, il y a deux ans, soutenu Chirac à l'ONU contre Bush en Irak, au moment même où Chirac envoyait des renforts en Côte d'Ivoire pour contrôler la partition du pays. Il n'est pas étonnant que le PS et le PCF se soient rangés, dans l'actuelle crise, à nouveau immédiatement derrière Chirac sur la Côte d'Ivoire, ayant pendant de nombreuses années fait partie des gouvernements qui supervisaient l'empire néocolonial (sous Mitterrand ou sous Chirac). Ségolène Royal, du PS, déclarait dès le 7 novembre : le PS est « uni derrière l'action gouvernementale, derrière l'action des forces françaises sous mandat de l'ONU » (*le Monde*, 9 novembre).

De son côté, le PCF avait comme proposition, exprimée à

l'Assemblée nationale, que « la présence de la force d'interposition, sous mandat de l'ONU, soit plus nettement et effectivement multilatérale qu'elle ne l'est aujourd'hui » (*l'Humanité*, 11 novembre). Comme d'habitude, le PCF essaie de cacher les intérêts de l'impérialisme français derrière l'ONU, ce « repaire de brigands impérialistes et de leurs victimes » pour paraphraser Lénine, ce paravent pour le pillage impérialiste. La palme du chauvinisme revient tout de même aux lambertistes du Parti des travailleurs (PT). Dénonçant « la politique de dislocation impulsée par l'impérialisme américain » (*Informations Ouvrières* n° 666 (2011), 11-17 novembre), le PT n'appelle pas au retrait des troupes françaises de Côte d'Ivoire !

Quant à la Gauche révolutionnaire (GR), ils viennent de publier un article sur la Côte d'Ivoire (*L'Egalité*, novembre/décembre) qui, s'il développe que seule une société socialiste « permettra à la Côte d'Ivoire de se sortir de la misère et du chaos dans laquelle [sic] le capitalisme et les politiciens à son service la plonge [sic] », ne revendique pas le retrait des milliers de soldats français. Nous avons interpellé les militants de la GR à Paris et à Rouen là-dessus, qui n'ont vu là qu'un « oubli » malencontreux, une « erreur ». Ils viennent en conséquence de publier en urgence un tract sur internet où ils appellent au retrait des troupes françaises et prônent une Côte d'Ivoire « socialiste et démocratique, débarrassée du capitalisme ». En tout cas l'« oubli » de la GR nous rappelle que leurs camarades anglais (la section phare de leur « internationale ») refusent depuis des décennies d'appeler au retrait immédiat des troupes britanniques d'Irlande du Nord.

La GR n'a pas à notre connaissance de section en Côte d'Ivoire, mais elle en a une au Nigéria ; leurs camarades là-bas considèrent les flics comme de simples travailleurs, et ils exigent la « Liberté pour la base des forces armées et de la police de former des syndicats et d'adhérer aux partis politiques de leur choix. Le droit de la base des forces armées et de la police de faire grève [*industrial action*] pour protéger ses droits » (*Socialist Democracy*, février-mars 2003). Pour des marxistes on ne peut obtenir le socialisme « débarrassé du capitalisme » que par une révolution ouvrière détruisant l'Etat bourgeois, cet appareil de répression au service des capitalistes ; la GR au contraire rêve d'une « action industrielle » (au sens d'une grève) de ce même appareil de

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 EUR pour 4 numéros (1 an) - (Incluant Spartacist)
Hors Europe : 4,50 EUR (avion 6 EUR)
Etranger : mandat poste international
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____
 Adresse _____ CP _____
 Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre du *Bolchévik*
 Ecrire au *Bolchévik*, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
 Ontario M5W 1X6, Canada

répression, comme si les flics pouvaient avoir les mêmes intérêts de classe que les travailleurs qu'ils se consacrent à réprimer !

La LCR et LO se sont immédiatement prononcées contre la présence des troupes françaises en Côte d'Ivoire. Mais le bureau politique de la LCR vient de prendre position officiellement pour « d'urgence une solution africaine pour empêcher la dérive du gouvernement Gbagbo dans sa logique de guerre et d'épuration ethnique. Malgré toutes les méfiances que nous devons avoir sur la volonté des gouvernements africains, l'urgence impose une interposition militaire en Côte-d'Ivoire à la place de l'armée française » (*Rouge*, 25 novembre).

Ils exigent « des troupes de pays de l'Union africaine, non directement parties prenantes du conflit », comme si celles-ci, venant de pays sous la botte de l'impérialisme, et armées et financées par lui, pouvaient représenter autre chose que les intérêts de l'impérialisme, notamment français ! Tout appel à des troupes d'occupation représente une acceptation de l'ordre néocolonial comme seule solution, alors que c'est justement ce dernier qui est responsable du chaos et des violences contre les civils. La LCR fait du blabla comme quoi il faut « rompre avec la "Françafrique" », mais en réalité ils la font revenir en force par la fenêtre avec leurs troupes de l'Union africaine.

L'appel de la LCR au retrait des troupes françaises exprime simplement le constat d'échec sur l'incapacité des troupes françaises à rétablir l'ordre néocolonial. Le « Groupe Afrique du secrétariat international de la CNT » vient d'exiger, de même, que les troupes françaises « doivent partir et être remplacées par une force d'interposition de l'Union africaine » (*Combat syndicaliste*, décembre) ; voilà des anarchistes qui sont certainement contre toutes les armées, sauf apparemment celles qui peuvent tirer une épine du pied des légionnaires français.

Quel avenir pour la Côte d'Ivoire ?

La division de fait du pays en deux est extrêmement pénible pour les populations, et plus encore pour celles qui vivent au nord, qui non seulement sont coupées des sources d'approvisionnement des grands ports du sud que sont Abidjan et San Pedro, mais qui subissent également les exactions des « forces nouvelles » anti-Gbagbo, qui ne sont pas moins spoliatrices que ce dernier. Dans le nord beaucoup

sont contre les troupes françaises, qu'ils considèrent pro-gouvernementales. D'autres se font illusion en pensant que les attaques de la France contre les forces de Gbagbo servent leur intérêt : tout renforcement militaire, politique ou autre de l'impérialisme ne peut que renforcer l'oppression des prolétariats français et africain. Dans la guerre civile que se livrent les forces loyalistes de Laurent Gbagbo et les forces rebelles du nord, les révolutionnaires sont défaits des deux côtés : la victoire de l'un ou de l'autre ne ferait que renforcer l'oppression des travailleurs. Les deux factions en fait rivalisent pour savoir qui va contrôler les richesses de Côte d'Ivoire pour mieux les brader à l'impérialisme.

Dans notre article mentionné ci-dessus, *le Bolchévick* explique que « La lutte pour la démocratie et le progrès social sur le continent exige nécessairement la révolution prolétarienne. Par ailleurs, en raison de la faiblesse du prolétariat national et de l'extension de l'impérialisme, un programme révolutionnaire n'a aucun sens s'il est circonscrit à l'échelle de la Côte d'Ivoire. [...] nous reconnaissons aussi l'existence d'un certain nombre de secteurs stratégiques du prolétariat industriel en Afrique subsaharienne comme par exemple : les ouvriers du pétrole au Nigéria et en Angola, les dockers et cheminots au Kenya ou les mineurs en Zambie et au Congo ; on pourrait ajouter les dockers d'Abidjan et San Pedro. Le défi d'un parti révolutionnaire internationaliste est précisément de transformer ces secteurs en un lien humain avec les mouvements ouvriers proche-oriental et sud-africain qui sont cruciaux pour une perspective révolutionnaire pour le continent entier. Mobilisées contre leurs exploiters capitalistes, ces couches d'avant-garde peuvent lancer une lutte visant à émanciper les hommes et femmes opprimés dans toute l'Afrique, par la prise du pouvoir par le prolétariat et l'extension de la révolution socialiste vers les centres impérialistes. »

Guidé par ces principes, un parti révolutionnaire se donnant pour but de renverser le capitalisme à l'échelle mondiale chercherait à s'implanter parmi les ouvriers de la région, même s'ils sont peu nombreux, et avancerait les mots d'ordre suivants : « Tous les impérialistes, dehors ; contre les fomenteurs de pogromes, pleins droits de citoyenneté ; nationaliser la terre et la donner à ceux qui la travaillent (indépendamment de leurs origines ou "nationalité") ; exproprier sans compensation les grands domaines côtiers et les grosses entreprises (qui sont d'ailleurs souvent aux mains des impérialistes français) ; contre les pratiques opprimant les femmes comme la polygamie et le crime de l'excision ; sur la question explosive du sida : traitement et soins médicaux de qualité et gratuits pour tous. » Pour la révolution socialiste !

Le Bolchévick

n° 166

(décembre 2003)

0,80 EUR (24 pages)

Commande par
chèque à l'ordre
du *Bolchévick*.

Ecrire à :
Le Bolchévick
BP 135-10
75463 Paris
Cedex 10



Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévick

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévick

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

E-mail : ltf@webmails.com

Algérie...

Suite de la page 24

rait se développer une bourgeoisie nationale algérienne ; il a été partiellement démantelé depuis sans que le caractère du système social algérien et de l'Etat ne change. On voit aujourd'hui la faillite complète du nationalisme algérien. C'est un gouvernement FLN qui a mis en place la charia contre les femmes en 1984, et qui a tué des centaines de jeunes manifestants en 1988, ouvrant la voie à une sanglante guerre civile avec les intégristes islamiques. Aujourd'hui le néocolonialisme pille l'Algérie, l'Etat brutalise les ouvriers en lutte, il y a des millions de chômeurs, les minorités comme les Berbères sont opprimées, les femmes subissent une cruelle oppression et les islamistes et leur programme réactionnaire profitent de la situation pour faire régner leur terreur.

Le système capitaliste d'exploitation, et cela s'appliquait aussi à l'Algérie coloniale capitaliste, est fondamentalement déterminé par le conflit entre les travailleurs, qui produisent toutes les richesses, et les capitalistes, qui détiennent les moyens de production (les usines, moyens de transport et communication, etc.) et qui, à ce titre, s'approprient en toute légalité les richesses produites par les travailleurs en sus de leur salaire direct et indirect. Ce sont les ouvriers qui, de par leur position dans le système capitaliste de production, ont eux seuls la force sociale et l'intérêt historique pour renverser ce système, au travers d'une révolution ouvrière.

Les ouvriers russes, dirigés par le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, ont montré la voie en octobre 1917 et c'est leur expérience qui nous sert de guide encore aujourd'hui pour lutter pour de semblables révolutions : ils ont exproprié les capitalistes et affranchi les peuples et les nationalités opprimés par l'autocratie tsariste et les capitalistes russes.

La dégénérescence ultérieure de la Révolution russe est une question que je ne peux pas aborder ici, sauf pour dire que ce sont nous les trotskystes qui seuls avons lutté jusqu'au bout pour préserver et étendre les acquis de la révolution d'Octobre, contre les impérialistes capitalistes. Nous avons lutté pour une révolution politique prolétarienne contre la caste parasitaire stalinienne qui avait usurpé le pouvoir politique à partir de 1924 et qui porte la responsabilité ultime pour la contre-révolution capitaliste en URSS en 1991-1992.

Le FLN et la lutte des classes en Algérie

Donc, quelle était la situation du prolétariat algérien dans les années 1950 ? Ce qu'on avait c'est un prolétariat avec un niveau assez élevé de conscience politique et de classe. Beaucoup d'ouvriers étaient influencés par les idées du communisme et du syndicalisme. Pas mal d'ouvriers avaient travaillé en France auparavant et avaient été influencés par la CGT. Il y a pas mal d'exemples d'actions de classe des dockers, notamment d'Alger, d'Oran et d'autres ports qui ont refusé de débarquer du matériel militaire au moment de la guerre d'Indochine. Pour ne donner qu'un exemple : à son congrès de 1950 la CGT algérienne annonçait que les dockers avaient jusque-là refusé de charger 20 bateaux contenant du matériel militaire prévu pour la guerre d'Indochine.

Maintenant je veux aussi souligner qu'en tant que tel le

prolétariat était numériquement assez faible en Algérie même, et assez typique d'une colonie. Les secteurs les plus développés étaient l'administration étatique et les industries liées à l'extraction et à l'acheminement vers la France des richesses du pays. Les syndicats algériens reposaient surtout sur les chemins de fer, les trams, les dockers, les employés municipaux et autres employés du secteur public. En 1954 il y avait seulement 50 entreprises de plus de 500 salariés et 400 de plus de 100 salariés. Il y avait un important secteur agricole produisant pour le marché capitaliste, mais une grande partie du prolétariat agricole était précaire et saisonnier.

Mais il faut avoir en tête qu'il y avait en France, d'après l'historien Benjamin Stora, 200 000 ouvriers algériens au début de la guerre et 400 000 à la fin. Ces ouvriers algériens, syndiqués à environ 80 %, étaient dans des secteurs stratégiques de la classe ouvrière comme l'automobile, les mines, la métallurgie. Par exemple à Renault Billancourt, surnommée à l'époque la forteresse ouvrière, il y avait, sur un total de plus de 40 000 ouvriers, environ 4 000 ouvriers algériens. Cela donne un élément de compréhension concret sur ce qu'on entend par « pont vivant » de la lutte de classe entre la France et l'Algérie. Je passe sur les autres minorités provenant de l'empire colonial français et qui ne pouvaient pas ne pas se reconnaître dans cette lutte de libération.

Nous avons décrit assez précisément dans *le Bolchévick* (n° 152, printemps 2000) la vague de grèves sans précédent, particulièrement celles des puissants dockers qui paralysèrent le pays à plusieurs reprises en Algérie à partir de 1954. Je voudrais reprendre quelques points saillants. Le 16 décembre 1954, un mois après le déclenchement des premières attaques de guérilla du FLN, les dockers d'Oran (ils étaient 1 200, dont 200 d'origine européenne) refusent de décharger des cargaisons d'armes destinées à l'armée française. Quand le préfet ordonne le lock-out du port cela provoque une grève de solidarité à Alger. En 1955, suite aux événements de Philippeville, tous les ports d'Algérie sont bloqués. Toute l'année 1956 les ouvriers continuèrent à se battre.

Je voudrais m'arrêter sur ce qui s'est passé à Philippeville (Skikda aujourd'hui) en juin et août 1955 car c'est vraiment très important. Fin juin 1955, en réaction à l'emprisonnement du secrétaire de l'Union des syndicats du Constantinois, Youssef Briki (un militant arrêté par les flics en pleine réunion à la bourse du travail et jeté dans un camp de



Le Bolchévick

Décembre 1983 : Marche des Minguettes pour l'égalité des droits. Dès la guerre d'Algérie les ouvriers algériens étaient nombreux dans la métallurgie française.



Alger Républicain

30 juin 1955 : grève des dockers algériens contre l'arrestation par la police coloniale du secrétaire de l'Union des syndicats du Constantinois, Youssef Briki. Le prolétariat d'Algérie était petit mais avec un niveau de conscience assez élevé et comprenant des ouvriers musulmans et européens.

concentration), vous avez les dockers de Philippeville, d'Oran, de Mostaganem et d'autres villes qui se mettent en grève : des grèves avec des ouvriers musulmans et européens. On peut dire que Philippeville représentait un symbole de résistance ouvrière au colonialisme.

C'est justement dans cette ville que le FLN va faire sa première opération militaire d'envergure, le 20 août 1955, à peine quelques semaines après la grève. C'est d'ailleurs cette opération qui placera l'Algérie au cœur de l'actualité mondiale. Le FLN va mobiliser plusieurs milliers de paysans et d'ouvriers agricoles du Constantinois pour diriger des actions visant principalement la population civile, pas seulement les colons possédant de grandes terres, mais aussi les ouvriers. 123 personnes, y compris des femmes et des enfants, seront assassinées, dont 71 Européens. Il y avait là une volonté affichée de tirer une ligne de sang entre les populations musulmane et non musulmane, pour assurer que la lutte anticoloniale se déroulerait sur une base nationaliste et non de classe. La bourgeoisie française en riposte a commis un massacre à une tout autre échelle, tuant plus de 12 000 personnes, dont 2 000 rien qu'à Philippeville.

Evidemment les nationalistes petits-bourgeois ne se tournent pas vers la classe ouvrière pour qu'elle fasse une révolution au travers de soviets, c'est-à-dire des organes de masse du pouvoir prolétarien révolutionnaire. En fait, ils considéraient cela comme une menace à leur hégémonie puisque, en dernier ressort, ils cherchent à devenir eux-mêmes une nouvelle classe dirigeante capitaliste exploitant « sa » classe ouvrière. Ils cherchent à prendre le pouvoir par la force militaire armée basée sur des forces petites-bourgeoises comme

la paysannerie ainsi que la population urbaine déclassée. Pour les nationalistes petits-bourgeois, les travailleurs font simplement partie du « peuple » et ils doivent simplement participer à des actions dirigées par les nationalistes. Si la classe ouvrière, par une lutte de classe révolutionnaire, commence à lutter activement pour le pouvoir d'Etat, elle commence par là même, aux yeux des nationalistes petits-bourgeois, à faire partie de l'ennemi. Philippeville est vraiment un exemple de comment le nationalisme petit-bourgeois est fondamentalement opposé à une perspective prolétarienne révolutionnaire.

L'action de Philippeville fit l'objet de critiques dans la direction du FLN, mais elle avait donné le ton aux tactiques militaires du FLN pour le restant de la guerre. Dans les mois suivants, les attaques du FLN allaient de façon croissante comprendre des attentats à la bombe dans des lieux publics fréquentés par des civils européens, comme par exemple l'attentat du Milk-Bar le 30 septembre 1956 qui fit 3 morts et de nombreux blessés, en représailles à l'attentat « contre-terroriste » de la rue de Thèbes le 10 août qui tua 80 Algériens. Aucun marxiste ne peut soutenir des attentats comme le Milk-Bar qui ne rendaient que plus difficile une lutte de classe commune. De donner un soutien militaire au FLN contre le colonialisme français n'implique nullement que des marxistes donnent carte blanche aux nationalistes ; ils doivent toujours garder leur propre indépendance politique, basée sur l'internationalisme prolétarien.

Malgré la volonté du FLN de diriger la lutte sur une base nationaliste il y aura jusqu'en 1956 des grèves dans lesquelles ouvriers européens et musulmans lutteront ensemble. Les grèves seront finalement écrasées en Algérie avec la répression contre la « grève des huit jours » fin janvier 1957. Cette grève catastrophique permit aux forces de répression coloniale d'identifier et d'éliminer tous les militants ouvriers qui la respectaient, détruisant largement l'appareil syndical pro-FLN en Algérie. Elle allait ouvrir la « bataille d'Alger » avec l'institutionnalisation de la torture en masse par l'armée française.

La « grève des huit jours » elle-même avait été ordonnée par le FLN, malgré les réticences des syndicalistes pro-FLN regroupés dans l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens). Elle devait coïncider avec un débat à l'assemblée générale de l'ONU à New York, dans le cadre de la stratégie nationaliste de faire pression sur les impérialistes américains pour qu'ils contraignent la France à ouvrir des négociations.

C'est tout le contraire de notre perspective marxiste cherchant à faire le lien entre la lutte prolétarienne révolutionnaire en Algérie et la lutte pour une révolution *ouvrière* dans les centres impérialistes et notamment en France. Le fondement de la perspective trotskyste de la « révolution permanente » c'est que, dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, les tâches historiques comme une authentique libération nationale ne peuvent plus être accomplies par une bourgeoisie nationale naissante, car celle-ci est trop faible et trop dépendante des puissances impérialistes : c'est la classe ouvrière qui doit prendre le pouvoir en son propre nom et lutter pour étendre la révolution aux centres impérialistes.

Les luttes de classe en France pendant la guerre d'Algérie

Dès le début de la guerre d'Algérie on a assisté à des explosions de lutte de classe au sein de la métropole, pas seulement en Algérie. Cela, personne ne veut en parler, et



J.-P. Marais

Le Havre, 1956 : des ouvriers et des soldats français se confrontent aux flics pour bloquer un train de conscrits.

certainement pas au point de voir que le peuple algérien a gagné parce ce que sa lutte a provoqué une profonde crise sociale en France et a détruit la volonté de la bourgeoisie de se battre. Dès 1955 on assiste en France à une première explosion de lutte de classe provoquée par cette guerre. On assiste aussi à une vague de mutineries de soldats qui refusaient d'aller en Algérie. Vous aviez par exemple la caserne Richepanse à Rouen où, le 8 octobre 1955, un millier de soldats qui refusaient de servir la bourgeoisie en Algérie se sont emparés pendant 24 heures de leur caserne, après avoir chassé les officiers et détruit les camions qui devaient les emmener au train pour Marseille. Les cheminots, les dockers, etc. les ont rejoints et ont fait grève. C'est des centaines de CRS qui ont été mobilisés pour écraser la révolte.

A Courbevoie, Brives, au camp de Frileuse dans les Yvelines, à Lyon, à Tours, des événements similaires se produisirent. Ceci est assez bien documenté dans le récent livre de Stora et Harbi *La guerre d'Algérie - la fin de l'amnésie*, dans le chapitre de Jauffret sur le « mouvement des rappelés ». Par contre les auteurs, dans leur livre de plus de 700 pages, restent totalement « amnésiques » sur les grèves ouvrières qui ont appuyé ces révoltes ou les grèves politiques de l'époque contre la guerre. Tout comme ils minimisent grandement l'ampleur de la féroce répression qui s'est abattue sur les grévistes.

Ces mutineries et grèves ont commencé en septembre 1955, moins d'un an après les attaques de guérilla du FLN, et ont duré à peu près jusqu'en juin 1956. Cela a touché des dizaines de grandes et moyennes villes françaises, impliquant souvent des centaines d'ouvriers dans des batailles rangées avec la police. En 1957 le nombre de grèves était supérieur à tout ce qu'il y avait eu depuis 1936, l'année de la grève générale. Une première vague d'actions diverses marque les mois de mars et avril 1956 pour exiger du gouvernement le cessez-le-feu. Outre les délégations et manifestations organisées à l'appel de la CGT, des débrayages se multiplient particulièrement à Nantes, La Pallice, Blois, parmi les métallurgistes de la région parisienne, à Firminy, à Saint-Etienne, au Mans, à Montereau, à Voiron. Le 9 mai 1956, 9 000 mineurs de la Loire font grève, et fin mai 10 000 de Provence font une grève de 24 heures. Juste pour vous donner une idée du niveau de lutte de classe de l'époque : le 18 août 1955, 10 000 métallos lock-outés à Nantes se battent dans les rues pendant 5 heures avec les flics. Un ouvrier sera tué et un autre grièvement blessé. Les

obsèques rassemblent une foule énorme de plus de 50 000 personnes.

Dans toutes ces luttes le PCF et la direction de la CGT vont systématiquement jouer un rôle criminel pour empêcher que les ouvriers en métropole et en Algérie ne se lient dans une lutte prolétarienne révolutionnaire commune pour mettre à bas le capitalisme. Voilà ce qu'en dit l'historienne Laure Pitti dans une interview parue dans *l'Humanité hebdo* des 30-31 octobre, après avoir parlé d'actions communes entre CGT et MTL (le prédécesseur du FLN) à Renault Billancourt, « y compris dans la lutte contre l'oppression coloniale en Algérie » :

« Il y a rupture politique en 1956, avec le vote des pouvoirs spéciaux par le gouvernement Mollet, vote que ne désavoue pas la CGT, mais ce n'est pas une rupture organisationnelle. Reste que cette période de guerre d'Algérie est importante pour les travailleurs algériens qui apprennent alors à s'organiser de manière autonome, y compris au sein de la CGT. »

Les « fronts populaires » : pas une bêtise, mais le plus grand des crimes

Ce qu'il y avait derrière tout cela c'est la politique réformiste du PCF. Les staliniens du Kremlin avaient en effet depuis 1924 abandonné la perspective de révolution socialiste mondiale ; au nom de la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique avec l'impérialisme », au milieu des années 1930, les Partis communistes cessèrent de lutter pour la révolution prolétarienne et scellèrent des alliances avec leur bourgeoisie prétendument « démocratique » face à la montée du fascisme, pour mieux servir la diplomatie soviétique.

En France cela a pris la forme du front populaire en 1936. Ce que l'on entend par front populaire c'est une coalition de partis réformistes - c'est-à-dire des partis ouvriers dédiés au maintien de l'ordre capitaliste - et de partis ou de politiciens bourgeois ; ces derniers garantissent le caractère bourgeois de la coalition. En 1936 vous aviez le PCF qui soutenait de l'extérieur le front populaire du socialiste Blum. Ce front populaire a défait la situation pré-révolutionnaire de Juin 36. Il a interdit l'Etoile nord-africaine (organisation algérienne qui luttait pour l'indépendance, l'ancêtre du FLN), renforcé le contrôle du prolétariat algérien en France. Cela donne une bonne image du rôle imparté par la bourgeoisie au front populaire, c'est-à-dire de désarmer, démoraiser la classe ouvrière, pour maintenir son ordre social.

Le PCF enchaîna à nouveau la classe ouvrière à sa bourgeoisie avec son soutien et sa participation aux gouvernements après la Libération, de 1944 à 1947. Les ministres communistes sont restés à leur poste lors du massacre de milliers d'Algériens par la soldatesque française à Sétif et Guelma en 1945, et les députés PCF ont voté régulièrement jusqu'en mars 1947 les crédits de guerre pour la guerre d'Indochine.

Une nouvelle fois, en mars 1956, c'est la perspective de soutenir une coalition de front populaire derrière le social-démocrate Guy Mollet, front populaire incluant les radicaux-socialistes et autres partis bourgeois, qui a motivé le vote par les députés PCF de pouvoirs spéciaux au gouvernement pour la répression en Algérie. Ce que le PCF explique encore aujourd'hui (*l'Humanité* du 29 octobre) par « la volonté du PCF de rassembler, de l'union. Une attitude permanente, même quand ces positions, par exemple, quand le PCF vota les pleins pouvoirs à Guy Mollet, conduisirent à des échecs. » Et bien entendu le front populaire de Guy Mollet

fera, comme tout front populaire, le sale boulot pour la bourgeoisie, c'est-à-dire l'intensification de la répression en Algérie et l'envoi de centaines de milliers d'appelés. Les « pouvoirs spéciaux », c'était l'instauration d'une dictature militaire totalitaire en Algérie contre la population musulmane.

Pendant la guerre d'Algérie les dirigeants du PCF ont occasionnellement prononcé le mot « indépendance », mais leur vraie politique était de faire pression sur les gouvernements bourgeois successifs pour qu'ils « négocient » un accord qui préserve les « intérêts vitaux » de la bourgeoisie française. C'était tout simplement appeler à un régime néo-colonial en Algérie sous la botte de l'impérialisme français. Et aujourd'hui, quand Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, revient sur le vote, en 1956, pour les pouvoirs spéciaux, « un élément extrêmement controversé » dans le PCF, c'est pour mieux défendre sa ligne criminelle de l'époque : « [...] De ce combat, avec la lucidité qu'il impose, nous pouvons être fiers » (*l'Humanité*, 1^{er} novembre).

Je voudrais mentionner aussi qu'au moment de la guerre d'Algérie il y avait à la base du PCF, dans le prolétariat et la petite bourgeoisie, des militants qui voulaient réellement soutenir la lutte d'indépendance du peuple algérien. Face au refus du PCF de lutter pour l'indépendance de l'Algérie, la seule manière que voyaient ces militants pour soutenir la lutte du peuple algérien c'était de se faire « porteurs de valises », des réseaux mis en place pour convoier l'argent collecté pour soutenir financièrement le FLN. Ces courageux militants furent souvent emprisonnés et réprimés par l'Etat français. Une organisation révolutionnaire aurait contribué à cette solidarité mais je veux insister que, pour une organisation de taille restreinte, sa tâche centrale aurait été de produire de la propagande pour recruter à une perspective révolutionnaire les éléments les plus avancés du prolétariat.

Avec le sabotage de la vague de grèves par le front populaire, puis la mise en place du régime bonapartiste de de Gaulle en 1958, la bourgeoisie a provisoirement enrayé la crise sociale. Pourtant, fin 1959, alors même que le régime gaulliste proclamait la « victoire » sur le plan militaire, une vague de défaitisme bourgeois commença à monter dans la bourgeoisie. Celle-ci voyait que même la sauvagerie sans égale de de Gaulle sur le terrain n'apportait aucun signe que la fin de la lutte anticoloniale était en vue. En 1960 il y avait des indications d'un retournement dans l'opinion publique. Le procès en septembre 1960 d'un groupe de porteurs de valises provoqua un manifeste de soutien de 121 intellectuels de premier plan, comme Sartre, Simone de Beauvoir, Marguerite Duras, etc.

A cette époque on va assister à une profonde crise dans l'armée française. Un chef de bataillon français décrivait en novembre 1960 assez bien cela (*la Nouvelle Critique*, janvier 1961) :

« L'armée en a assez ! L'armée aspire à la fin de la guerre ! Il s'agit bien sûr de l'armée des djebels, de l'armée qui se bat, c'est-à-dire de la majorité écrasante et non pas de la bureaucratie militaire des états-majors [...] »

L'historien militaire George Kelly note que les manifestations de masse pro-FLN de décembre 1960, lors de la visite de de Gaulle en Algérie, « avaient rudement secoué les sentiments de l'armée et dissipé les rêves tenaces d'une Algérie "intégrée" [...]. Le FLN avait gagné la "seconde bataille d'Alger". » La répression sanglante n'avait pu venir à bout des manifestations pro-FLN à Alger. Les soldats se révoltè-



sans crédit

Le vrai visage de l'impérialisme français : la torture systématique des prisonniers pendant la guerre d'Algérie

rent en avril 1961 contre le putsch des généraux, et de Gaulle dut lutter désespérément pour regagner le contrôle de l'armée en Algérie ; à Blida les soldats du rang s'étaient emparés de la principale base militaire du pays et avaient arrêté les officiers ; ils auraient même levé le drapeau rouge de la révolution. Les paras furent chassés et les appelés avaient fêté cela en chantant l'Internationale et la Marseillaise. *C'est tout cela aussi, pas seulement la lutte armée du FLN, qui explique sa victoire finale.*

L'impérialisme, « stade suprême » du capitalisme

Aujourd'hui, plus de quarante ans après, le PCF, comme on peut le voir dans la déclaration de Marie-George Buffet publiée dans *l'Humanité* du lundi 1^{er} novembre, « appelle le président de la République, M. Jacques Chirac, à effectuer le geste solennel consistant à reconnaître le tort fait à la nation algérienne par le colonialisme, la répression et la guerre. Notre pays en sortira grandi. [...] La voix de la France dans le monde n'en sera que plus respectée ». Cela vise à redorer le blason de l'impérialisme français afin qu'il soit en meilleure posture pour intervenir au Proche-Orient, au Darfour et de partout à travers le monde.

Le PCF en appelle à sa bourgeoisie pour (je cite *l'Humanité* du 1^{er} novembre) « passer à une amitié sincère et apaisée », et il soutient la politique de Chirac : « Les visites de Jacques Chirac et de ses ministres en Algérie, l'établissement de relations diplomatiques plus serrées ont eu le mérite incontestable de jeter des ponts entre les deux rives de la Méditerranée. » Le PCF insiste même lourdement : « La France peut jouer un rôle clé pour encourager les investissements nécessaires au développement de l'Algérie. » Et ensuite de demander que cette politique de la France « ne saurait se réduire, du point de vue de la France, à la défense de ce qu'elle peut être tentée de considérer comme son "pré carré" [...] ».

Tout cela véhicule l'idée qu'il pourrait y avoir un impérialisme français pouvant jouer un rôle progressiste – un impérialisme des « droits de l'homme ». C'est une illusion réactionnaire criminelle. L'impérialisme, qui est le stade suprême du capitalisme, est totalement réactionnaire. C'est l'époque où, pour se maintenir, les pays impérialistes se jettent dans des guerres de pillage, pressurisent toujours plus les pays qu'ils pillent et cherchent toujours plus à augmenter le taux d'exploitation des ouvriers. Ils font tout cela non pas

par sadisme gratuit, qu'on pourrait supprimer en changeant les hommes, mais parce que le système économique les y pousse. Ils doivent faire cela parce qu'ils doivent trouver des débouchés supplémentaires au capital qu'ils accumulent et sous peine que leurs rivaux, les autres classes capitalistes impérialistes nationales, américaine, allemande ou autres, ne les supplantent complètement.

L'impérialisme français, c'est par exemple avec Mitterrand à sa tête, la participation au massacre dans la première guerre du Golfe de dizaines de milliers d'Irakiens en 1991. C'est, en 1994, pour maintenir ses intérêts en Afrique, le soutien, l'armement et l'entraînement du régime hutu au Rwanda qui a perpétré le génocide de plus de 800 000 Tutsis. C'est l'écrasement de la Serbie en 1999 par les USA et l'OTAN, avec la participation de l'impérialisme français dirigé par le gouvernement capitaliste de Jospin et du PCF. Nous disons : *A bas l'impérialisme français ! Impérialisme français hors d'Afrique, hors d'Haïti, hors des Balkans ! Impérialisme français bas les pattes devant le Proche-Orient et le Moyen-Orient !*

Pour nous la torture pendant la guerre d'Algérie montrait le vrai visage de l'impérialisme français - de la soi-disant France des droits de l'homme et du citoyen dont la bourgeoisie prétend avec arrogance éclairer le monde de ses valeurs égalitaires universelles, cette « France républicaine » tant vantée par la bourgeoisie mais aussi par le Parti communiste français, comme lors du soutien de celui-ci à Chirac tout au long de la deuxième guerre contre l'Irak.

Si la bourgeoisie française n'a pas directement participé à la guerre contre l'Irak d'il y a deux ans, c'est qu'elle pensait que cela desservait ses intérêts. Cela n'a pas empêché la bourgeoisie américaine de faire visionner au Pentagone le film « la bataille d'Alger » (qui montre l'institutionnalisation de la torture pour reprendre le contrôle de la casbah d'Alger début 1957), pour en tirer des leçons et rendre plus efficace son occupation coloniale de l'Irak. C'est aussi cette sordide expérience que la bourgeoisie française a mise au service de nombreuses juntas d'Amérique du Sud comme contribution à la lutte contre le communisme dans les années 1970 (voir le documentaire et le livre de Marie-Monique Robin parus récemment : « Escadrons de la mort, l'école française »).

La scission de la Quatrième Internationale et la guerre d'Algérie

Je voudrais maintenant revenir sur le rôle des organisations qui se réclamaient du trotskysme à l'époque. On venait d'avoir, juste avant le début de la guerre d'Algérie, la destruction de la Quatrième Internationale par la victoire de la ligne politique de Michel Pablo en 1953, précédée de la scission en 1952 de la section française.

Le contexte politique de cette bataille est le suivant : les trotskystes faisaient face à une réalité qui exigeait de nouvelles explications marxistes : la consolidation et le renforcement du stalinisme après la Deuxième Guerre mondiale, et les révolutions chinoise et yougoslave faites par des forces petites-bourgeoises dirigées par des stalinien. Je n'ai pas le temps de développer ici une explication complète mais je vous renvoie à notre article « Genèse du pablisme » publié dans *Spartacist* édition française n° 4, 1973.

La réponse, des pablistes à ces nouveaux développements était d'y voir un processus « dynamique objectif » vers la révolution socialiste, qui faisait que le facteur subjectif, le niveau de conscience de la classe ouvrière et l'existence

d'un parti révolutionnaire pour élever ce niveau de conscience et l'amener au véritable communisme, n'avait aucune importance et aucun intérêt. D'où la théorie suivant laquelle les stalinien pouvaient adopter une politique « approximativement révolutionnaire », et qu'il fallait liquider la Quatrième Internationale pour entrer dans les partis stalinien afin de les pousser vers la gauche - et en France ils se sont effectivement liquidés dans le PCF. Il y avait là en apparence une orientation pro-Staline, puisqu'ils attribuaient à la bureaucratie stalinienne un rôle progressiste. Mais les conséquences de ce révisionnisme allaient bien au-delà de la question du stalinisme, puisque fondamentalement il s'agissait de liquider le parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde.

Il y a eu une lutte politique contre ce liquidationnisme de Pablo. Une lutte partielle et tardive, mais nous avons un côté avec les « anti-pablistes », qui représentaient à l'époque la continuité du combat de Trotsky pour la Quatrième Internationale : ils étaient les trotskystes américains du SWP (dont nous provenons historiquement), et la majorité de la section française dont faisait partie Pierre Lambert. (Ces derniers sont devenus plus tard le Parti des travailleurs chauvin et « républicain » que nous connaissons aujourd'hui, mais c'est une autre histoire. Les pablistes, eux, sont devenus les réformistes de la LCR de Krivine-Besancenot.)

En ce qui concerne l'Algérie, les pablistes ont, après quelques hésitations, très rapidement épousé politiquement le FLN et c'est intéressant qu'ils l'aient fait dans le sillage des attentats du FLN à Philippeville dont j'ai parlé. Voilà ce que déclaraient les pablistes en janvier 1956 dans un de leurs documents intitulé « Les trotskystes dans la révolution algérienne » :

« Il ne peut pas y avoir de fraction algérienne plus révolutionnaire aujourd'hui que celle qui combat dans le maquis. [...] De la part d'un groupement métropolitain quel qu'il soit la lutte contre le Front de Libération Nationale, qui est l'initiateur et la direction incontestable des maquis ne peut être qualifiée autrement que comme une trahison de la révolution algérienne. Nous le disons en mesurant bien nos mots. [...] Le trotskysme qui est le programme de la révolution internationale ne peut avoir de reproche à formuler contre les cadres populaires qui ont débordé et mis hors du circuit leurs dirigeants traditionnels timorés ou incapables. Il fait confiance à ces cadres plus qu'à quiconque. [...] C'est sur eux que reposent les chances de la révolution nord-africaine pour de longues années. Ils doivent bénéficier au maximum du soutien inconditionnel de tous les révolutionnaires. »

C'est une capitulation explicite au programme nationaliste du FLN, soutenant le FLN contre le MNA (Mouvement national algérien). Michel Pablo poussera la logique de ce soutien politique au FLN jusqu'à sa conséquence extrême quand il participera, après la prise du pouvoir du FLN et jusqu'en 1964, au gouvernement nationaliste algérien.

Le FLN lui-même était une scission de l'organisation nationaliste historique dirigée par Messali Hadj, dont les sympathisants allaient se regrouper dans le MNA. Le FLN et le MNA se livrèrent à une véritable guerre civile pour le contrôle du mouvement nationaliste, qui fit 4 000 morts dans la métropole et 6 000 en Algérie, dont de nombreux syndicalistes de la CGT et des dirigeants de l'USTA (Union syndicale des travailleurs algériens, pro-MNA).

Si vous lisez *Rouge* de cette semaine (28 octobre), le journal de la LCR, il vous parle de leur « soutien privilégié au FLN » et du FLN comme le « moteur de la Révolution algérienne ». Il rappelle aussi, dans le cadre de leur politique, le soutien international à la révolution algérienne impulsé par

Pablo et leur participation aux porteurs de valises. Par contre ce que vous ne saurez jamais en lisant *Rouge* c'est que les pablistes soutenaient le vote pour le PCF qui déclarait à l'époque « sa volonté d'être considéré faire partie du bloc républicain » entre des partis bourgeois et la SFIO (la Section française de l'Internationale ouvrière, la social-démocratie de l'époque).

Il s'agit donc d'un soutien à peine voilé des pablistes au front populaire, et d'ailleurs dans un document interne ils écrivaient :

« La participation aux comités de Front populaire que lance le PC est incontestablement à l'heure actuelle le levier le plus réaliste pour propulser l'organisation des masses et favoriser le déclenchement des luttes [...] »

- cité par Sylvain Pattieu, *les Camarades des frères*

Leur ligne en fait revenait à faire pression sur la bourgeoisie pour des négociations. Ils ont même prôné une « solution transitoire » préservant les intérêts notamment pétroliers du capitalisme français : « le gouvernement algérien [après l'indépendance] pourrait envisager pour toute une période la constitution d'une société mixte de l'exploitation du Sahara, avec participation de l'Etat algérien, des capitaux français » (*Quatrième Internationale*, mai 1959). C'était proposer ouvertement un régime capitaliste néocolonial en Algérie, qui servirait d'intermédiaire pour le pillage impérialiste du pays.

Les lambertistes et le MNA

D'un autre côté on avait les lambertistes. Au moins ils avaient tenté de lutter contre le liquidationnisme pabliste. D'ailleurs, contrairement aux pablistes les lambertistes aux élections législatives de janvier 1956 n'appelaient pas à voter pour les candidats ouvriers soutenant le front populaire. Les lambertistes se sont orientés vers le MNA, et de façon critique au début. Il est vrai que tactiquement cela se défendait car le MNA - l'organisation dirigée par Messali Hadj - organisait en grande partie les ouvriers algériens au sein de la métropole.

Mais très rapidement les lambertistes ont capitulé totalement devant le MNA. Ils diront que le MNA a un programme « dont le contenu socialiste était très clair » (Pierre Lambert, *La Vérité*, 14 juin 1957) ; un de leurs cadres historiques, Gérard Bloch, va aller en 1957 jusqu'à caractériser les militants du MNA comme « ce qui existe aujourd'hui de plus proche, comme parti de masse, de ce que fut l'authentique parti bolchevik de Lénine et Trotsky. » Ils n'iront pas jusqu'à théoriser l'abandon du parti mais dans la pratique cela revenait au même. Et y compris après l'affaire Bellounis (du nom d'un chef de maquis MNA en Algérie qui fit allégeance à la France en juin 1957) les lambertistes continueront à soutenir le MNA. Ce n'est que lorsque Messali Hadj se ralliera ouvertement à de Gaulle en 1958 qu'ils disent avoir pris leurs distances avec lui (voir *Informations ouvrières*, 4-10 novembre).

Il est donc clair que ni les pablistes ni les lambertistes ne proposaient une alternative révolutionnaire au programme nationaliste du FLN et du MNA. Pour arracher les meilleurs éléments du prolétariat algérien aux griffes du nationalisme il fallait non pas encenser les nationalistes mais, tout en soutenant la lutte de libération nationale du peuple algérien, ouvrir une perspective prolétarienne révolutionnaire qui mette en évidence le programme nationaliste bourgeois du FLN comme du MNA - de même nature jusqu'à l'affaire Bellounis - qui les montait les uns contre les autres, afin au contraire de souder les travailleurs dans une lutte prolé-

rienne commune contre la bourgeoisie. Imaginez un instant l'impact que cela aurait pu avoir sur la lutte de classe ici si nous avions recruté ne serait-ce qu'une douzaine d'ouvriers algériens. D'autant plus que quelques années plus tard ces cadres communistes auraient pu jouer un rôle clé dans la situation pré-révolutionnaire de Mai 68.

L'économisme de Lutte ouvrière

Je voudrais dire juste un mot sur Lutte ouvrière (LO). Le groupe Barta, dont provient LO, avait abandonné la Quatrième Internationale du vivant de Trotsky en prétextant sa composition sociale petite-bourgeoise. Nous avons écrit un article dans *le Bolchévik* (n° 111, mai 1991) qui s'appelle « LO et la question coloniale ». Je voudrais juste faire une citation de LO de l'époque de décembre 1956. Elle est tirée du n° 2 de *Lutte de classe* de l'époque du 2 décembre 1956. Elle concentre le programme de LO de l'époque :

« Le retrait du corps expéditionnaire d'Algérie, le respect du droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes, viennent en tête de toutes les revendications car [...] cette guerre en est arrivée à un point où sa poursuite entraîne automatiquement une forte baisse du niveau de vie de la classe ouvrière métropolitaine. »

Déjà revendiquer « le respect du droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes » n'implique pas nécessairement d'être en faveur de l'exercice d'un tel droit - c'est-à-dire l'indépendance. D'autre part, j'ai mentionné tout à l'heure que vous aviez des ouvriers qui faisaient des grèves et qui liaient leurs revendications salariales à la question algérienne (cessez-le-feu). Plutôt que de s'appuyer là-dessus et amener les ouvriers à généraliser et prendre conscience de la nécessité de prendre le pouvoir, LO - avec sa ligne qui ne prend en compte que les intérêts apparents et à court terme des ouvriers français - avait une intervention qui les ramenait sur le terrain étroitement économique.

Pareil pour les ouvriers algériens. Comment les gagner à une perspective révolutionnaire si on ne pousse en avant que les intérêts des ouvriers français ? C'est toute la question de l'économisme de LO et son étroitesse nationale qui est là. LO refuse d'intervenir dans le prolétariat pour y introduire la conscience de classe révolutionnaire.

C'est totalement à l'opposé de ce que disait Marx sur la révolution ouvrière en Grande-Bretagne quand il argumentait que le prolétariat anglais ne serait en mesure de faire une révolution que le jour où il aurait assimilé la question du despotisme britannique/anglais sur l'Irlande et la nécessité de défendre ses frères de classe irlandais. Pour que le prolétariat anglais assimile cela, cela pose l'intervention d'un parti révolutionnaire qui introduise cette conscience en son sein et c'est aux antipodes de la conception du parti de LO.

D'ailleurs si vous considérez notre propagande dans les dernières années vous allez vous apercevoir que dans toutes les grosses grèves (l'automobile au début des années 1980, les cheminots en 1995), et dernièrement la grève autour des retraites, nous avons poussé en avant centralement dans notre propagande notre revendication de « pleins droits de citoyenneté pour les immigrés » et notre lutte contre la terreur raciste et la ségrégation raciste - et pas seulement dans les grèves d'ailleurs mais dans toutes nos interventions. Nous expliquons que ce mot d'ordre et notre lutte contre l'oppression raciale dépassent largement le cadre d'une simple revendication démocratique et va au cœur même de ce qu'est le capitalisme français et revêt un caractère transitoire dans le sens où, si l'on veut extirper l'oppression raciale, il faut

détruire le capitalisme. Aujourd'hui c'est le plan de terreur raciste Vigipirate qui sert de modèle à toutes les bourgeoisies de la forteresse Europe raciste. Nous disons : **A bas la forteresse Europe raciste ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !** La campagne sécuritaire raciste mise en place par Jospin et le PCF quand ils étaient au pouvoir est intensifiée par la droite. La loi raciste pour exclure les jeunes femmes qui portent le foulard se traduit concrètement par l'exclusion et le renvoi vers l'obscurantisme de jeunes femmes d'origine maghrébine.

Je voudrais juste vous raconter ce que j'ai lu il y a quelques années. Des jeunes issus de l'immigration nord-africaine racontaient que les flics les poursuivaient en leur disant : « On va vous faire subir le même sort que celui qu'on a fait subir à vos parents en octobre 61 » (quand le préfet de police de Paris, Maurice Papon, a organisé le massacre de centaines de manifestants algériens désarmés à Paris). Derrière toute la terreur raciste de l'Etat français il y a la volonté de diviser le prolétariat pour l'affaiblir, mais aussi la volonté politique de la bourgeoisie de terroriser et humilier les descendants de ceux qui les ont vaincus pendant la guerre d'Algérie. Une revanche en quelque sorte.

J'ai fait référence aux luttes de la classe ouvrière, parmi lesquelles, notamment dans l'automobile, on trouve une forte composante d'ouvriers d'origine maghrébine et d'Afrique noire. En intervenant dans ces luttes nous cherchons à gagner ces ouvriers à notre programme - notamment notre perspective de révolution permanente - afin qu'ils deviennent les futurs cadres de partis révolutionnaires d'une Quatrième Internationale reforgée.

De l'Algérie 1954-1962 à l'occupation coloniale de l'Irak aujourd'hui

Il faut tirer de tout cela les leçons pour aujourd'hui. La situation est très différente. Nous sommes dans une autre période historique qui fait suite à la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS. La stratégie banqueroutière des nationalistes apparaît encore plus clairement. Leur faillite est criante, que ce soit en Algérie ou avec l'OLP au Proche-Orient. Mais l'absence d'une direction prolétarienne révolutionnaire fait que, face à l'occupation coloniale de l'Irak dirigée par les impérialistes américains, le programme nationaliste a été largement supplanté dans la conscience des masses opprimées par la réaction islamique-wahhabite à Fallouja, khomeyniste à Nadjaf. Comparez cela avec la guerre d'Algérie : il y avait des pieds-noirs et des Juifs algériens dans le FLN qui ont lutté pour l'indépendance. Il n'y en avait pas beaucoup, mais il y en avait. Et il y avait beaucoup de Berbères kabyles, y compris dans la direction du FLN. Il y avait aussi pas mal de femmes qui ont joué un rôle actif dans la lutte anticoloniale, même si elles étaient exclues dans la plupart des cas de la participation directe au combat. C'est que le FLN, s'il affirmait son soutien à l'islam, voulait une société moderne, l'éducation et le développement économique, même si son programme nationaliste était un obstacle pour y parvenir. Mais imaginez un seul instant un Juif qui voudrait soutenir la guérilla à Fallouja ; il se ferait décapiter avant même d'avoir pu crier « Allah Akbar ». Les islamistes irakiens, eux, veulent revenir au califat du temps du Prophète.

Si vous regardez aujourd'hui des groupes comme le SWP de feu Tony Cliff en Grande-Bretagne, dont les partisans français (ex-Socialisme par en bas) sont aujourd'hui dans la LCR, ils soutiennent de façon inconditionnelle la « résis-

tance » irakienne, quels que soient les crimes que celle-ci commet contre les travailleurs étrangers, les femmes ou les membres d'autres communautés irakiennes. Le SWP soutient la « résistance » mais ce sont les mêmes qui votent pour les travaillistes qui organisent l'envoi des troupes impérialistes de Sa Majesté en Irak. Le fait de soutenir ou pas des forces qui prennent des fusils n'est pas en soi un critère pour définir une perspective révolutionnaire. Pour notre part voilà ce que nous avons écrit dans le numéro actuel du *Bolchévik* (n° 169, septembre) :

« Dans la mesure où il y a des forces sur le terrain en Irak qui dirigent leurs coups contre les occupants impérialistes (y compris leurs mercenaires qui sont plus de vingt mille à opérer dans le pays), nous appelons à leur défense militaire contre l'impérialisme US. Tout coup porté contre les occupants impérialistes est un coup porté aux ennemis des travailleurs et des opprimés dans le monde entier.

« Mais nous ne discernons pas de qualificatifs "anti-impérialistes" aux forces actuelles qui organisent sur place des attaques de guérilla contre les forces US. Nous mettons en garde que, en l'absence d'une lutte de classe en Irak et internationalement contre l'occupation coloniale, la victoire de l'une ou de l'autre de ces forces cléricales réactionnaires se produira plus vraisemblablement au travers d'une alliance avec l'impérialisme US. Nous nous opposons de façon intransigeante à la violence intercommunautaire meurtrière contre les autres groupes ethniques, religieux et nationaux, que commettent souvent les mêmes forces qui combattent les armées d'occupation. Et nous condamnons le kidnapping et le meurtre de travailleurs civils étrangers en Irak. »

J'ai parlé du prolétariat algérien dans les années 1950 ; aujourd'hui en Irak le prolétariat est affaibli après deux guerres impérialistes, douze ans d'embargo meurtrier de l'ONU et le chaos de l'occupation impérialiste actuelle. Il y avait en Irak des traditions de lutte révolutionnaire ; nous en parlons notamment à propos de la révolution de 1958 dans notre article publié dans *Spartacist* édition française n° 35, printemps 2003 ; nous voulons faire revivre ces traditions en tirant les leçons des trahisons du Parti communiste. Nous avons une perspective prolétarienne révolutionnaire y compris au Proche-Orient. Je voudrais conclure avec une citation sur l'Irak du journal de nos camarades américains, *Workers Vanguard* n° 834 (15 octobre) qui donne une idée de notre perspective :

« Un soutien politique aux forces islamistes (ou nationalistes bourgeoises) en Irak est *incompatible* avec la seule perspective véritable pour libérer l'Irak et le reste du Proche-Orient du joug de la domination impérialiste - la révolution socialiste. L'Iran voisin, par exemple, abrite un prolétariat jeune et puissant, qui étouffe sous l'emprise suffocante d'une théocratie islamique réactionnaire et de plus en plus discréditée. Une révolution socialiste en Iran serait un coup direct en faveur de l'émancipation des femmes et des minorités nationales et religieuses dans cette prison des peuples. Elle ouvrirait aussi la possibilité d'une transformation révolutionnaire de toute la région, faisant ainsi entrevoir l'issue de l'internationalisme prolétarien même dans la situation de division apparemment insurmontable en Israël/Palestine. Mais il est absolument évident que pour mobiliser les masses iraniennes (ou celles des pays arabes) sur la voie de la révolution sociale, il faut s'opposer avec intransigeance à l'intégrisme islamique ainsi qu'à l'impérialisme occidental. Il faut construire des partis d'avant-garde léninistes, en opposition à toutes les formes de nationalisme bourgeois et d'intégrisme religieux. »

C'est armés de cette perspective que nous construirons des sections d'une Quatrième Internationale reforgée qui lutte pour la révolution socialiste mondiale. ■

Libérez Mumia...

Suite de la page 4

sabotage, de machinations et d'extermination contre les Panthers et d'autres activistes noirs radicaux. Une directive du quartier général du FBI expliquait à ses agents que puisque « l'objectif [...] est de saboter [...], il est indifférent de savoir s'il existe des faits à l'appui des accusations ». En 1968, J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, déclarait qu'« Il faut faire comprendre aux jeunes et aux modérés Noirs que, s'ils succombent à des enseignements révolutionnaires, ils seront des révolutionnaires morts ». La vendetta sanglante du COINTELPRO s'est traduite par la mort de 38 Panthers, et des centaines d'autres ont passé de longues années dans l'enfer des prisons.

Les jeunes hommes et femmes que décrit Mumia vivaient en sachant que chaque jour pouvait être le dernier. Après l'assassinat de Fred Hampton et Mark Clark, criblés de balles au petit matin du 4 décembre 1969, Mumia faisait partie de la délégation des Panthers de Philadelphie qui s'était rendue à Chicago pour commémorer leur mémoire. Jamal raconte : « Quand nous sommes arrivés au siège, nous sommes passés devant l'appartement et nous avons vu les impacts de balles qui avaient transformé les murs en gruyère. Nous avons vu le matelas, maculé de sang, où Fred et sa fiancée dormaient cette funeste nuit, les murs constellés d'impacts de balles, empreintes palpables de la haine du gouvernement. »

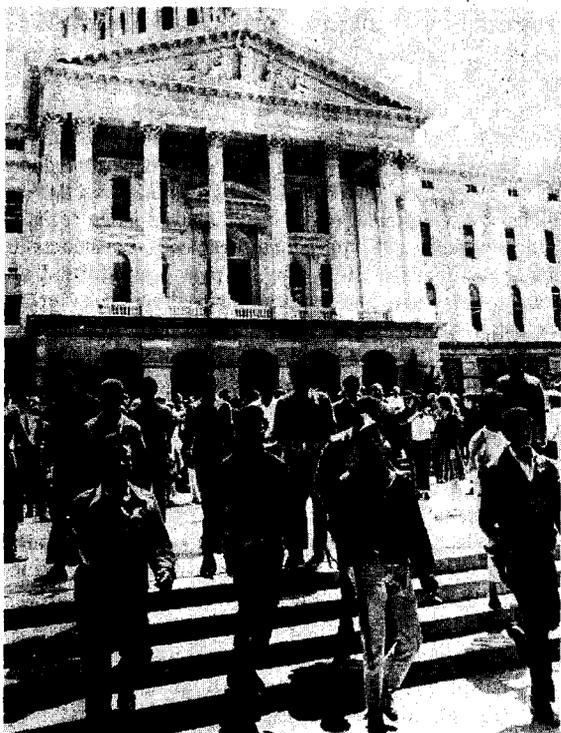
Quatre jours plus tard, les flics faisaient une descente sur le quartier général des Panthers à Los Angeles, soumettant les Panthers, pendant plus de cinq heures, à un tir nourri de milliers de balles. Les flics étaient tout particulièrement déterminés à tuer Geronimo ji Jaga (Pratt). Ancien combattant décoré du Vietnam, Geronimo, par ses connaissances militaires, sauva sa vie et celle de ses camarades - et le FBI et l'Etat de Californie allaient le lui faire payer. Avant sa libération en 1997, Geronimo a passé 27 ans en prison sur la foi du témoignage mensonger d'un indicateur de police, Julius

Butler, pour un meurtre commis à Santa Monica, en Californie, dont les flics et le FBI savaient qu'il ne l'avait pas commis. Des écoutes téléphoniques du FBI prouvent qu'il se trouvait à plus de 600 kilomètres de la scène de la fusillade, car il assistait à une réunion de la direction du Black Panther Party à Oakland. Depuis les bureaux du procureur jusqu'au palais du gouverneur, en passant par les augustes chambres des juges, beaucoup de hauts responsables californiens des années 1970-1980 ont bâti et fait prospérer leur carrière sur la base de la guerre contre les Panthers et de la machination contre Geronimo, qui était alors aux Etats-Unis le prisonnier de la guerre des classes le plus connu.

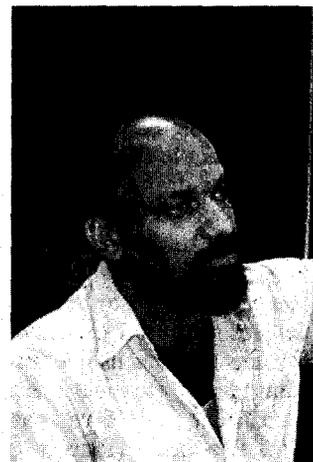
Jamal cite la description par Reggie Schell, un dirigeant des Panthers à Philadelphie, d'une descente des flics contre leurs bureaux dans cette ville. Il relate son arrestation et les jours passés en prison pour avoir traversé la rue hors des passages pour piétons alors qu'il portait vendre le journal *The Black Panther* dans les rues d'Oakland ; comment les fédéraux l'attendaient pour l'arrêter alors qu'il s'apprêtait à monter dans un avion pour la Californie, et leur déception quand, après l'avoir fouillé, ils ne trouvèrent sur lui rien qui pouvait être présenté comme une arme. (Jamal avait été à une occasion réprimandé par un dirigeant des Panthers parce qu'il s'était endormi pendant une garde.) Mumia cite aussi Flores Forbes, une militante des Panthers à Los Angeles, qui décrit de fréquentes « fausses attaques » de la police de Los Angeles, avec hélicoptères de police en vol stationnaire pour user les nerfs des Panthers : « La maison commençait à trembler. Les arbres dans la cour, de l'autre côté de la rue, commençaient à se tordre dans tous les sens. » Et, comme le raconte Jamal, les flics avaient des cibles privilégiées. A Los Angeles, l'une d'elles était Paul Redd, un artiste de talent dont les célèbres dessins agrémentaient les pages du journal *The Black Panther*. Quand les policiers de Los Angeles comprirent qui ils étaient sur le point d'arrêter, ils lui brisèrent les doigts de la main droite.

Il ne fait aucun doute que Jamal, désigné dans les dossiers du FBI comme l'un des trois principaux dirigeants du BPP à Philadelphie, était une cible de choix des nervis en bleu de Frank Rizzo. Les fédéraux avaient décidé d'ouvrir un dossier sur lui après qu'il eut participé à la manifestation du 1^{er} mai 1969 « Libérez Huey Newton ». Depuis ce jour, un flot continu de mémorandums, de lettres, de messages radio et électroniques entre le quartier général du FBI et ses agents sur le terrain a suivi à la trace tous les faits et gestes politiques de Mumia.

Même avec la plus grande partie du texte raturée au marqueur et l'absence de nombreux documents, les plus de 700 pages de dossiers du FBI obtenues pour Jamal par le Partisan Defense Committee font clairement ressortir que le FBI et les flics avaient pour mission d'utiliser tous les « coups tordus » pour réduire au



En mai 1967, en Californie, les Panthers manifestaient armés contre la loi Mulford qui restreignait le droit au port d'armes.



Geronimo ji Jaga (Pratt)

silence l'homme qu'on appellera plus tard la « voix des sans-voix ». Utilisant ses écoutes téléphoniques, ses informateurs et ses espions de la police, le gouvernement le poursuivait sans relâche, dans les manifestations, les ventes de journaux, les réunions politiques et les meetings de soutien – même aux pique-niques. Ils savaient quand il quittait la ville et quand il devait rentrer, ils l'interceptaient quand il prenait l'avion et le filaient ouvertement sur le vol retour. Les fédéraux interrogeaient les responsables d'écoles, contactaient les employeurs, harassaient la mère de Jamal.

Durant une période typique de quatre semaines pendant l'été 1969, les dossiers du FBI incluent : un mémorandum daté du 11 août qui rapporte que Jamal a pris la parole au cours d'un rassemblement en commémoration d'Hiroshima à Philadelphie ; un rapport de la Civil Disobedience Unit (CDU – Unité de police sur la désobéissance civile), sur le même rassemblement, aussi daté du 11 août ; deux messages radio au directeur du FBI datés du 14 août ; une « note du FBI » du 14 août ; un « mémorandum du gouvernement » du 19 août, là encore sur le rassemblement en commémoration d'Hiroshima ; et un rapport du FBI du 14 septembre sur un rassemblement de campagne du Socialist Workers Party où Mumia a « fait un discours contre les "poulets" », suivi d'une note d'accompagnement datée du 5 septembre désignant spécifiquement « Wesley Cook, alias Wes Mumia ».

Ces dossiers sont bourrés d'articles du *Black Panther* écrits par Jamal et de rapports sur ses discours publics. C'est le talent remarqué de Jamal comme jeune journaliste et propagandiste révolutionnaire qui avait tellement attiré l'attention du FBI. Un rapport du 24 octobre 1969 sur Jamal recommandait qu'il soit placé sous haute surveillance : « Malgré l'âge du sujet (15 ans), Philadelphie estime que sa participation continue aux activités du BPP dans la division de Philadelphie, sa position dans la branche de Philadelphie du BPP, et son inclination passée à apparaître dans les rassemblements publics et à y prendre la parole, le sujet devrait être inclus dans le Security Index [Archives sécurité]. »

Jamal n'était pas uniquement la cible de la surveillance. Son nom figurait sur deux listes noires du gouvernement : le Security Index (SI) du FBI des personnes considérées comme représentant une « menace » pour la « sécurité nationale », et l'Administrative Index (ADEX – Archives administratives), des personnes devant être appréhendées et jetées dans des camps de concentration en cas d'« urgence nationale ». Beaucoup de ces documents portent l'estampille « Smith Act », la tristement célèbre législation sur les « délits d'opinion » en vertu de laquelle les trotskystes d'abord, les membres du Parti communiste ensuite furent envoyés en prison pour « incitation » à la révolution.

Alors que le FBI reconnaissait que Jamal « n'avait pas montré de tendance à la violence » et qu'on n'avait pas une seule fois trouvé d'arme sur lui pendant cette période d'intense filature, les archives le caractérisaient régulièrement d'« armé et dangereux » – le permis pour les flics et les agents du FBI de tirer d'abord et de poser des questions ensuite. Et ils ont fini par lui tirer dessus, au petit matin du 9 décembre 1981. L'histoire n'est pas une conspiration, mais il y a des conspirations dans l'histoire. Nous ne sommes pas en train de dire que les flics qui étaient sur place la nuit du 9 décembre 1981 savaient que Jamal allait être là. Mais ils y étaient et ont eu l'occasion après laquelle ils avaient longtemps couru. Le procès qui suivit et la condamnation à la peine capitale étaient une machination politique pure et simple, l'aboutissement d'une décennie d'efforts pour « neutraliser » Jamal.



Ligato/Philadelphia Bulletin

Philadelphie, 1970 : Au cours d'un raid ordonné par Frank Rizzo, alors chef de la police tristement célèbre et plus tard maire, les militants des Black Panthers furent traînés dans la rue, contraints de se déshabiller et fouillés sous la menace des armes.

Les dossiers du FBI ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Pendant les années 1960 et 1970, les flics de Philadelphie ont établi de leur côté d'épais dossiers – dont aucun n'a été rendu public – sur environ 18 000 personnes ! Il existait une étroite collusion entre le FBI et la police de Philadelphie dirigée par Frank Rizzo. Document après document, les dossiers du FBI citent, comme source, des flics non identifiés de la CDU ou de l'Intelligence Division [Unité de renseignements]. D'après le biographe de Rizzo, S.A. Paolantonio, la CDU de Philadelphie dirigée par George Fencel « avait une longue liste d'informateurs payés par le Federal Bureau of Investigation. En fait, quand le FBI a commencé son programme de contre-espionnage (COINTELPRO), l'agence a utilisé comme modèle les brigades CD[U] de Fencel ».

Bien que COINTELPRO ait officiellement pris fin au milieu des années 1970, la vendetta du gouvernement contre Geronimo, Dhoruba bin Wahad, Assata Shakur, Sundiata Acoli, Mondo we Langa, Ed Poindexter, Mtulu Shakur, Sekou Odinga, Delbert Orr Africa et beaucoup d'autres n'a jamais cessé. Les procureurs, les gouverneurs du Parti démocrate et ceux du Parti républicain, la presse et les juges se sont acharnés à faire croire que l'affaire Jamal est un simple procès criminel, mais sa véritable base est révélée par un bref échange enregistré dans les procès-verbaux du procès. Quiconque a jamais assisté à un procès criminel sait qu'il est tout à fait contraire aux règles que le juge suspende les débats pour répondre au téléphone. En juin 1982, quand Jamal risquait sa vie devant le tribunal, les débats furent interrompus au moment précis où un témoin clé de l'accusation, la prostituée Cynthia White, était sur le point de témoigner :

- « LA COUR : Juste une minute. Fencel est au téléphone.
- « MR MCGILL : Stoppez l'enregistrement.
- « (Une discussion non enregistrée a lieu.)
- « LA COUR : Avez-vous réglé l'affaire ?
- « MR MCGILL : Il n'y a pas de problème. »

Comme l'écrivait le Partisan Defense Committee dans un numéro spécial de *Class-Struggle Defense Notes* (n° 10, avril 1989) consacré à la campagne pour Jamal :

« Avec la condamnation à mort de Mumia, c'est le bras de la terreur de COINTELPRO qui frappe à l'intérieur même du tribunal. Cette fois-ci, ils l'ont eu. Mumia a été condamné à mort à cause de ses convictions politiques, à cause de ce qu'il a écrit, à cause de ce qu'il a dit, à cause de ceux avec qui il était "associé" – et à cause de ce qu'il est. »

Le pouvoir capitaliste voulait voir Mumia mort parce qu'il voit dans ce journaliste éloquent, ce partisan de l'organisation MOVE, cet ancien porte-parole des Panthers, le spectre de la révolution noire, de l'opposition inflexible à son système d'oppression raciste. Il veut exécuter Jamal afin d'envoyer un message terrifiant à tous ceux qui remettent en cause la féroce répression policière dans les ghettos, qui défendent les droits des travailleurs sur les piquets de grève, qui manifestent contre les assassinats en masse perpétrés par les impérialistes, des Balkans à l'Irak. Les syndicalistes, ceux qui sont contre l'oppression raciste, tous les opposants à l'institution ségrégationniste qu'est la peine de mort, doivent se mobiliser pour *libérer Mumia maintenant !*

Le meilleur d'une génération de militants noirs

« Le jeune militant moyen ou la jeune militante, dans le Black Panther Party, avait entre dix-sept et vingt-deux ans, vivait dans un appartement collectif avec d'autres Panthers, faisait de longues et dures journées (et parfois des nuits) de travail de parti indispensable sans recevoir de salaire, et ne possédait rien [...]. Le Panther moyen se levait à l'aube, rentrait tard le soir, et prenait tous les boulots nécessaires pour que continuent les programmes pour la population, qu'il s'agisse des frères et des sœurs qui préparaient le petit-déjeuner pour les gamins des écoles, de ceux et celles qui faisaient du porte-à-porte pour faire signer des pétitions, qui récoltaient des vêtements pour le programme de vêtements gratuits, qui allaient chercher les marchandises données par des commerçants du voisinage. »

We Want Freedom est une lecture indispensable, et pas seulement comme une contribution nécessaire à mobiliser le soutien à la lutte de Jamal pour sa liberté. Nous rendons hommage à ce livre sur la seule organisation noire radicale de notre époque qui ne se soit pas prosternée devant les oppresseurs capitalistes. En même temps, nous affirmons notre programme révolutionnaire prolétarien, fondamentalement distinct même du plus « juste » des nationalismes, selon la formule de V.I. Lénine, le dirigeant de la Révolution russe d'octobre 1917.

Le Black Panther Party représentait le meilleur d'une génération de militants noirs qui se sont courageusement dressés contre la classe dirigeante raciste et ses flics à la gâchette facile. Ils incarnaient les espoirs et les aspirations à la libération des Noirs d'une génération tout entière, qui voulait se débarrasser du sentiment d'impuissance et de désespoir des masses noires opprimées, en particulier le fait que les flics puissent en toute impunité abattre des Noirs dans les rues d'Oakland et dans toute l'Amérique. Mais, dès sa création, le BPP était basé sur une contradiction : d'une part, il s'identifiait subjectivement avec les Noirs les plus opprimés (les travailleurs pauvres, les chômeurs, ceux qui dépendaient de l'aide sociale, etc.), dont l'oppression fondamentale, sous le capitalisme, ne pouvait clairement pas être supprimée, ni même significativement adoucie, par quelques petites réformes démocratiques réversibles ; et d'autre part il avait l'idéologie du nationalisme noir, qui niait la base de classe de la société et de la lutte sociale, et qui ouvrait la possibilité que le BPP devienne simplement un groupe de pression de plus cherchant à jouer la carte ethnique dans le

jeu de la politique, de la concurrence pour une plus grosse « part du gâteau » dans le cadre du statu quo.

Les Noirs des Etats-Unis ne sont pas une nation. Ils sont une caste raciale opprimée, définie par la couleur de la peau et ségrégée au bas de l'échelle sociale, tout en constituant une composante stratégique de la classe ouvrière. La lutte pour la libération des Noirs est la question stratégique de la révolution américaine. Il n'y aura pas de révolution sociale dans ce pays sans la lutte unie des travailleurs noirs et blancs, dirigés par leur parti d'avant-garde multiracial.

En tant que marxistes révolutionnaires, nous avons comme perspective l'intégration révolutionnaire. A l'opposé de l'intégration démocratique-bourgeoise – la conception fautive que les Noirs peuvent conquérir l'égalité sociale dans les limites du capitalisme américain raciste – l'intégrationnisme révolutionnaire part de la constatation que la libération des Noirs nécessite la destruction du système capitaliste et la construction d'une société socialiste égalitaire. Cette conception a été théorisée dans « Noirs et rouges – la voie de la lutte de classes vers la libération des Noirs », un document adopté lors de la conférence de fondation de la Spartacist League en 1966 :

« L'immense majorité des Noirs – au Nord comme au Sud – sont aujourd'hui des ouvriers qui, comme le reste de la classe ouvrière américaine, doivent vendre leur force de travail afin d'obtenir de ceux qui achètent la force de travail afin de réaliser des profits, de quoi subsister [...]. Au bout du compte, la voie vers leur libération passe par la lutte avec le reste de la classe ouvrière, pour abolir le capitalisme et établir à sa place une société socialiste égalitaire.

« Toutefois, la lutte pour la liberté des Noirs de ce pays, si elle fait partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière tout entière, est davantage que cette lutte. Les Noirs sont une caste raciale opprimée définie par la couleur, qui englobe pour l'essentiel la couche la plus exploitée de la classe ouvrière américaine [...]. Du fait de leur situation de couche à la fois la plus opprimée et aussi la plus consciente et expérimentée, les ouvriers révolutionnaires noirs sont destinés à jouer un rôle exceptionnel dans la future révolution américaine. »

– reproduit dans *Spartacist* (édition anglaise) n° 10, mai-juin 1967

Le Black Panther Party

Fondé en 1966 par Huey P. Newton et Bobby Seale, le BPP était une réponse directe à l'impuissance du mouvement des droits civiques, libéral de gauche et pro-Parti démocrate, à remettre sérieusement en cause la nature de l'oppression des Noirs quand il s'est étendu au Nord, au milieu des années 1960. Il était clair pour tout le monde que les soulèvements des ghettos du milieu des années 1960 marquaient la fin du vieux mouvement des droits civiques : les Noirs les plus combattifs se reconnaissaient dans le mot d'ordre du « Black Power », et cherchaient un moyen d'échapper à l'enfer raciste du capitalisme américain. Jamal est explicite : « Le Black Panther Party est apparu non pour soutenir ou appuyer les grandes organisations des droits civiques, mais pour les supplanter. » Il décrit « les jeunes du ghetto qui rongeaient leur frein sous l'œil de flics ouvertement racistes. Ils avaient désiré rejoindre un mouvement des droits civiques en plein essor, mais ne l'avaient pas fait parce qu'ils ne pouvaient pas supporter de rejoindre un groupe qui se soumettait docilement à la violence raciste, comme l'exigeaient certaines organisations des droits civiques. » Pour beaucoup de ces militants, Malcolm X était un exemple. Même s'il n'était pas un marxiste se basant sur la lutte de la classe ouvrière, Mal-

colm X préconisait l'autodéfense armée des Noirs contre les agressions racistes, et s'opposait aux politiciens menteurs, vénaux et traîtres du Parti démocrate et du Parti républicain.

Les Panthers se firent connaître par leurs patrouilles armées de surveillance de la police, au cours desquelles des Panthers équipés d'armes chargées, de livres de droit, d'appareils photo et de magnétophones prenaient position aux carrefours pour s'assurer que les flics ne brutalisaient pas leurs victimes noires et que celles-ci étaient informées de leurs droits. En avril 1967, les Panthers avaient organisé un rassemblement armé à Richmond, en Californie, pour protester contre l'assassinat de Denzil Dowell, âgé de 22 ans, par un shérif adjoint blanc, et avaient tenu les flics en respect. Cette même année, ils attirèrent l'attention du pays entier quand, dans un geste de défi à l'ordre bourgeois raciste, ils se présentèrent armés devant le siège du gouvernement de l'Etat de Californie à Sacramento. Les Panthers manifestaient là contre la loi Mulford, que la presse locale de l'époque appelait la « loi Panther ». Avant cette loi, il était



Temple University

George Fencel (à droite), chef de la Civil Disobedience Unit de la police de Philadelphie, qui assistait le FBI dans son opération COINTELPRO contre les Panthers.

légal en Californie de porter une arme chargée en public, à condition que celle-ci soit visible.

Incertains de l'ampleur du soutien que les Panthers avaient dans le ghetto, les flics ne réagirent pas tout de suite. Mais après que Newton eut été blessé et emprisonné, en octobre 1967, et après l'assassinat de Bobby Hutton en avril 1968, les flics locaux et le FBI, opérant à l'occasion avec l'aide de groupes de « nationalistes culturels » (par exemple lors du meurtre, en 1969, de Panthers de Los Angeles par des membres de l'organisation américaine de Ron Karenga), lancèrent une campagne nationale coordonnée pour éliminer les Panthers. Le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, les qualifiait de « plus grande menace pour la sécurité intérieure des Etats-Unis ». Pour tuer les Panthers, le FBI ressuscita COINTELPRO, le programme de contre-espionnage mis en œuvre à l'origine en 1956 contre le Parti communiste, et déclencha la campagne de terreur d'Etat raciste la plus sauvage et la plus systématique de l'histoire américaine récente. Sur 295 actions COINTELPRO contre des organisations noires, 233 étaient dirigées contre les Panthers.

En comparaison avec les autres organisations nationalistes noires des années 1960, les Panthers ont cherché à s'organiser indépendamment des Démocrates et des Républicains. Mais c'étaient des nationalistes radicaux éclectiques et contradictoires, dont les positions étaient diversement influencées par les enseignements de Malcolm X, Che Guevara, Marx, Lénine, Staline et Mao – un fourre-tout où ils pou-

vaient piocher à leur convenance en fonction de leurs appétits du moment. Ils étaient le produit d'une conjoncture historique singulière, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des Etats-Unis – une période qui a vu la

conquête de l'indépendance formelle par les nations africaines, le renversement du régime pro-américain fantoche de Batista par la guérilla paysanne de Castro et les héroïques victoires vietnamiennes remportées sur le champ de bataille contre le mastodonte militaire américain.

Dans leurs communications publiques et internes, les Panthers se comparaient à l'armée de guérilla à base paysanne de Mao dans la guerre civile chinoise et au Front de libération nationale sud-vietnamien. Ils se référaient en particulier aux écrits de Frantz Fanon, un intellectuel antillais qui était devenu le champion de la lutte d'indépendance algérienne. L'accent mis par Fanon sur le rôle libérateur de la violence devint pour les Panthers la base de leurs discours sur la guérilla urbaine. Jamal cite Kathleen Cleaver qui explique que « le livre de Frantz Fanon *les Damnés de la terre* était devenu une lecture essentielle pour les révolutionnaires noirs en Amérique, et avait profondément influencé leur pensée. L'analyse de Fanon semblait expliquer et justifier la violence spontanée qui ravageait les ghettos noirs dans tout le pays, et elle liait les insurrections embryonnaires à la montée d'un mouvement révolutionnaire. »

Au lieu d'interpréter les explosions des ghettos pour ce qu'elles étaient – le spasme final de frustration et de fureur dans le sillage d'un mouvement qui avait soulevé de grands espoirs et activé une immense énergie pour au bout du compte peu de résultats – les militants de gauche qui prenaient leurs désirs pour des réalités voyaient dans les affrontements entre les ghettos et la police le commencement d'une violence révolutionnaire de masse qu'il suffisait d'organiser pour la rendre efficace. L'idée que le ghetto était une base pour la guérilla urbaine n'était pas seulement monnaie courante parmi les nationalistes noirs, mais était acceptée par la plus grande partie de la gauche. Ce qui distinguait les Panthers, c'était qu'ils étaient prêts à risquer la prison, et même la mort, pour cette théorie.

Les soulèvements du ghetto n'ont pas donné aux masses noires le sentiment de leur puissance. Ils ont eu exactement l'effet inverse. C'étaient les maisons des Noirs eux-mêmes qui étaient incendiées. Les flics se livrèrent à une orgie de tueries. Ils démontrèrent que la brutalité policière n'était pas une injustice isolée qui pouvait être éradiquée par des actions combatives. Les flics sont une composante essentielle de la force armée de l'Etat capitaliste ; s'ils étaient battus localement, ils revenaient avec la Garde nationale ou l'armée. Chasser pour de bon les flics des ghettos équivaut à renverser l'Etat américain. Aussi longtemps que la majorité des ouvriers blancs restait loyale envers le gouvernement ou seu-

Frantz Fanon. Son livre *les Damnés de la terre* avait eu une grande influence sur les dirigeants des Panthers.



lement passivement hostile à son endroit, l'activisme noir ne pouvait pas libérer le ghetto.

Les écrits de Fanon ont contribué de façon significative à ancrer chez les Panthers l'idée que le lumpen-prolétariat, et en particulier les jeunes du ghetto ayant la culture de la rue, étaient l'avant-garde de la révolution américaine. Nous avions averti à l'époque qu'« un mouvement politique qui s'isole dans un milieu social hostile à la société normale du travail quotidien doit devenir irresponsable, individualiste, et finalement cynique et méprisant à l'égard de la masse des travailleurs » (« Montée et déclin des Panthers : la fin de l'ère du Black Power », *Workers Vanguard* n° 4, janvier 1972). A la fin, les Panthers ont été détruits non seulement de l'extérieur par la terreur policière mais aussi de l'intérieur par des luttes intestines meurtrières envenimées par les provocations du COINTELPRO.

Les Panthers n'ont jamais trouvé la seule voie qui mène à la destruction de l'ordre bourgeois raciste – le prolétariat multiracial. Se présentant eux-mêmes comme des « nationalistes révolutionnaires », ils partageaient avec la Nouvelle Gauche majoritairement blanche un rejet du caractère central et de la puissance sociale stratégique du mouvement ouvrier racialement intégré dans la lutte contre l'oppression raciste et la guerre impérialiste ainsi que contre l'exploitation capitaliste.

Il y avait une base palpable pour faire le lien entre le ghetto et les usines afin de mener une lutte combative commune contre les flics assassins. Ceci nécessitait une direction lutte de classes du mouvement ouvrier. En 1970 eut lieu la première grève nationale des postiers contre le gouvernement fédéral. Les usines automobiles étaient secouées par des révoltes. En 1969, les Panthers avaient formé pendant une courte période une fraction dans l'usine General Motors de Fremont, en Californie, et avaient même publié quelques numéros d'un journal d'usine. David Hilliard, chef d'état-major des Panthers, avait été docker, et son frère June, membre du parti, était chauffeur de bus municipal. Les Panthers savaient qu'il y avait, dans une raffinerie de pétrole où un syndicat était implanté, des ouvriers blancs qui se faisaient tabasser par les flics briseurs de grève, des ouvriers qui comme eux traitaient les flics de « porcs ». Mais ils se sont tournés vers le « travail communautaire » – des programmes locaux qui visaient au mieux à remédier partiellement aux privations de la vie dans le ghetto, sans

remettre en cause la base matérielle de l'oppression des Noirs – un substitut au combat pour gagner la classe ouvrière à la cause de la lutte pour la libération des Noirs. Ce faisant, ils cédaient le terrain aux dirigeants réformistes noirs traîtres et aux lieutenants ouvriers du capital, la bureaucratie syndicale.

Le radicalisme authentique et le courage personnel de nombreux Panthers se combinaient à des illusions sur la possibilité de réformer le système capitaliste raciste. Un exemple est la Revolutionary People's Constitutional Convention [Assemblée constitutionnelle du peuple révolutionnaire] de 1970, une réunion qui s'est tenue à Philadelphie et qui rassemblait divers organisations et activistes de gauche pour adopter une « constitution qui serve le peuple, non la classe dirigeante ». Jamal attribue son « échec » au fait que les radicaux blancs n'étaient pas prêts à faire une révolution. Mumia demande : « Des millions de jeunes Blancs, quelles qu'aient été leurs convictions politiques ou idéologiques proclamées, étaient-ils réellement prêts à s'embarquer dans une révolution qui ne privilégiait pas la blancheur de la peau ? » Cette notion des privilèges conférés par une peau blanche, qui était monnaie courante dans le rejet par la Nouvelle Gauche du prolétariat américain comme facteur révolutionnaire, n'est vraiment pas convaincante après 25 ans d'attaques contre le niveau de vie de tous les ouvriers aux Etats-Unis, dont le coup d'envoi a été le licenciement de tous les membres du syndicat des contrôleurs du ciel PATCO en 1981, et dont le symbole est l'emprisonnement de l'ouvrier sidérurgiste Bob Buck et du mineur de charbon Jerry Dale Lowe.

Le programme en dix points des Panthers, une liste de réformes légèrement démocratiques adressée au gouvernement au titre de réparations, réclamait que le système éducatif enseigne la « véritable histoire » des Noirs et des opprimés dans ce pays, et exprimait les illusions des Panthers dans les Nations Unies, ce nid de brigands impérialistes et de leurs victimes. Quelques années seulement après le tristement célèbre rôle de l'ONU dans l'assassinat du dirigeant nationaliste congolais Patrice Lumumba, le programme des Panthers appelait à un plébiscite supervisé par l'ONU pour que les Noirs déterminent « leur destin national ». Les Panthers réclamaient aussi la fin des brutalités policières et faisaient signer des pétitions pour le contrôle de la police par les communautés, combinant ainsi des illusions démocratiques quant à la nature de l'Etat bourgeois à des illusions nationalistes noires comme quoi l'oppression des Noirs pourrait être éradiquée par le « contrôle » des institutions du ghetto.

Même s'il pouvait se réaliser, un « contrôle » par les Noirs des ghettos paupérisés ne pourrait pas mettre fin aux maux endémiques que sont la pauvreté, le chômage, le crime, les logements délabrés, les écoles ruinées et la dépendance envers la drogue nourrie par le désespoir. Cela nécessite une réallocation massive des ressources et des richesses, qui ne sera possible qu'avec l'expropriation de la classe des vampires capitalistes tout entière et la création d'un Etat ouvrier dans lequel ceux qui travaillent auront le pouvoir – un Etat ouvrier où la production sera basée sur le besoin humain, pas sur les profits. Ceci ne peut être réalisé que par une révolution socialiste, pour renverser l'ordre capitaliste et son Etat qui est là pour défendre la dictature de classe de la bourgeoisie. Et seule la classe ouvrière multiraciale a le pouvoir de le faire. Sur la base de son rôle dans la production des richesses de cette société, seul le prolétariat industriel possède à la fois l'intérêt et la puissance sociale pour abattre



WV

A Philadelphie, le 14 juillet 1990, un rassemblement de front unique organisé à l'initiative du Partisan Defense Committee en soutien à Jamal.

cet ordre capitaliste pourri.

La répression des Panthers n'a pas provoqué de rébellions de masse du ghetto mais un rapide glissement vers la droite. Isolés, subissant le poids de la répression, les Panthers ont tourné leurs efforts vers le travail de défense légal en tentant d'obtenir le soutien le plus large. Leurs alliances avec des radicaux blancs n'avaient pas pour motivation la vision que la société américaine ne pourra être révolutionnée que par un mouvement ouvrier intégré, mais parce qu'ils cherchaient du soutien pour leur campagne de défense. En 1968, Eldridge Cleaver a été candidat à la présidence avec le soutien du Peace and Freedom Party, un groupe de gauche. Les manœuvriers cyniques du Parti communiste (PC) jouèrent un rôle clé dans la dégénérescence droitière du BPP. Dès 1969, le PC avait poussé la direction des Panthers à lancer un « front unique contre le fascisme » qui était une tentative de créer une alliance rassemblant tout ce qui était à la gauche de l'administration Nixon-Agnew, essentiellement sur la base des libertés civiles. Quelques années plus tard, Newton et Cie parlaient de l'importance de l'Eglise noire et du capitalisme noir. En 1973, Bobby Seale se présentait aux élections municipales sous les couleurs du Parti démocrate, et en 1976 Newton rejoignait le NAACP [National Association for the Advancement of Colored People - Association nationale pour l'avancement des gens de couleur].

En 1971, les Panthers avaient connu une scission entre une aile plus ouvertement réformiste et pro-Parti démocrate regroupée derrière Newton et l'aile Cleaver, favorable à la guérilla urbaine - scission caractérisée par des luttes intestines meurtrières, dans un climat exacerbé par les provocations du COINTELPRO. Les deux ailes envoyaient leurs partisans dans les rues pour s'assassiner mutuellement. Le livre de Jamal cite le cas de Panthers passés à la clandestinité pour garantir leur sécurité non seulement contre l'Etat, mais aussi contre d'autres Panthers.

Pour un parti ouvrier révolutionnaire qui luttera pour un gouvernement ouvrier !

Les Panthers s'étaient délibérément construits comme un parti d'avant-garde, mais ils n'en étaient pas un. C'étaient des sectoralistes de la Nouvelle Gauche. Leur programme était que les Noirs devaient libérer les Noirs, les Hispaniques les Hispaniques, et ainsi de suite. A l'opposé du sectoralisme, qui est une stratégie pour diviser les rangs de la future armée prolétarienne luttant pour le pouvoir d'Etat, un parti d'avant-garde léniniste est un tribun du peuple, qui lutte contre tous les aspects de l'oppression sociale sur la base d'un programme révolutionnaire internationaliste.

Jamal décrit les Panthers comme un parti de femmes, et brosse de magnifiques portraits de femmes qui ont joué des rôles dirigeants et ont puissamment contribué, à divers titres, à faire fonctionner le parti en dépit des obstacles qu'elles ont rencontrés. Néanmoins, le fait que Newton ait publié une déclaration proclamant la nécessité de la libération des femmes et des homosexuels ne suffit pas à faire du Black Panther Party un tribun du peuple. Les Panthers étaient fortement influencés par l'idéologie lumpen. Certaines femmes ont choisi de les quitter car le machisme était étouffant. Il n'est pour autant pas question de dénier le rôle héroïque joué par les femmes qui ont choisi malgré tout de rester dans les rangs des Panthers et d'y jouer un rôle dirigeant.

Il est impossible d'avoir un programme pour la libération des femmes qui serait divorcé d'un programme révolutionnaire prolétarien pour abolir les racines de l'oppression des

femmes : le système de la propriété privée des moyens de production. Les Bolchéviks de Lénine et Trotsky étaient des combattants intransigeants pour la libération des femmes, qui était pour eux une composante indispensable du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière de l'exploitation. La base matérielle de l'oppression des femmes réside dans l'institution de la famille. Sans une lutte énergique et implacable pour l'égalité des femmes, la lutte prolétarienne contre la domination du capital ne peut être victorieuse.

Avec leurs poses militaires, les Panthers étaient des cibles faciles pour les assassins de masse de l'impérialisme US. On ne peut pas construire un parti révolutionnaire sur la base du culte du héros et de la glorification d'une mentalité de bandes de rues. Il est tragique que les Panthers aient été détruits par la répression sanglante de l'Etat, et qu'il n'y ait pas eu de parti révolutionnaire suffisamment influent pour gagner les meilleurs éléments de cette jeunesse noire radicalisée. Nous avons essayé. A la fin des années 60 et au début des années 70, les Panthers étaient tellement sacro-saints dans les cercles radicaux que toute critique à leur encontre suscitait de stridentes accusations de racisme. Face au culte du héros qui s'était développé autour de Newton, d'Eldridge Cleaver et d'autres dirigeants du BPP, la Spartacist League polémiquait contre la notion d'avant-gardisme lumpen des Panthers, en argumentant que le nationalisme noir, même sous sa forme la plus radicale, était une impasse utopique. Nous dénoncions aussi le gangstérisme physique contre les autres militants de gauche, et attaquions le virage à droite du BPP en direction du Parti démocrate. Dans une « Lettre ouverte aux militants de base du Black Panther Party sur les élections d'Oakland » (*Workers Vanguard* n° 18, avril 1973), nous écrivions que nous ne pouvions pas donner un soutien électoral critique aux Panthers, en posant cette question : « Comment se fait-il que votre parti, qui affirmait jadis vouloir une transformation révolutionnaire de la société, peut maintenant soutenir des candidats qui sont membres du Parti démocrate - le parti de la guerre, du racisme et de la répression - et vous présenter vous-mêmes sous l'étiquette Démocrate ? » Nous déclarions que si le BPP rompait avec les deux partis du capital et avec sa propre politique de collaboration de classes, nous pourrions lui accorder un soutien critique pour sa campagne électorale : « Nous espérons, camarades, que vous prendrez conscience du virage à droite désastreux du Black Panther Party, et lutterez pour remplacer la ligne actuelle du BPP, le soutien aux Démocrates noirs, aux Eglises noires, aux flics noirs et aux capitalistes noirs, par une perspective révolutionnaire prolétarienne. »

Malgré nos divergences politiques, nous avons défendu les Panthers contre la répression d'Etat - y compris après que leurs apologistes de gauche avaient depuis longtemps abandonné le navire - et nous continuons à le faire aujourd'hui. Le Partisan Defense Committee verse un subside mensuel à Mondo we Langa, à Ed Poindexter et à Mumia, pour la vie et la liberté de qui nous menons campagne depuis 17 ans en publiant des brochures et une vidéo et en faisant connaître sa situation à des syndicats du monde entier. Nous travaillons à construire un parti révolutionnaire qui mènera la classe ouvrière au pouvoir en écrasant ce système capitaliste décrépit et raciste. Dans un Etat ouvrier américain, *We Want Freedom* aura une place de choix dans les bibliothèques et les écoles du peuple. Lisez ce livre.

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 834, 15 octobre

1954 : Début de la guerre d'Algérie
1962 : Défaite de l'impérialisme français

A bas l'impérialisme français !

L'article ci-dessous est basé sur une présentation de Gérard Lenny, membre du Comité central de la LTF, lors d'un meeting public de la LTF à Paris le 4 novembre dernier pour commémorer le cinquantenaire du déclenchement de la guerre d'Algérie. La présentation a été revue pour publication.

* * *

Comme vous avez pu le voir on assiste à un véritable déferlement médiatique autour du cinquantième anniversaire du début de la guerre d'Algérie. Dans la presse bourgeoise – par exemple dans le supplément du *Monde* du 28 octobre – on vous y met sur un même plan la violence meurtrière de l'Etat français qui a fait plus d'un million de victimes et celle du FLN. On vous présente les harkis – les Algériens trahis qui servaient de troupes supplétives en Algérie et en métropole à la bourgeoisie française dans sa sale guerre coloniale – comme des « victimes » de cette guerre au même titre que les combattants algériens. On vous y présente la guerre d'Algérie comme une guerre « subversive », du même type que la guerre civile des années 1990 entre le régime militaire algérien et les islamistes.

La vérité c'est que la guerre d'Algérie était une guerre de libération nationale qui a mis un terme à plus de cent trente ans de pouvoir colonial raciste français. Pendant plus de cent trente ans, la bourgeoisie française a pratiqué en Algérie des massacres à grande échelle, le viol, la torture contre les populations indigènes qui étaient considérées et traitées comme des « sous-hommes ». L'Algérie était considérée comme le « fleuron » de l'empire colonial français. Cette guerre a commencé le 1^{er} novembre 1954, tout juste six



Henissart

Les manifestations pro-FLN en décembre 1960, ici à Alger, ont détruit l'illusion des colonialistes français que le peuple algérien allait accepter la poursuite de leur domination.

mois après que l'impérialisme français avait été écrasé à Dien Bien Phu par les héroïques combattants vietnamiens, ce qui a inspiré les nationalistes algériens. En 1962, la guerre d'Algérie se terminait par la victoire du peuple algérien contre l'impérialisme français. Nous sommes ici, ce soir, pour saluer cette victoire.

Nous étions sans ambiguïté du côté des nationalistes algériens contre le colonialisme français, mais nous n'accordions aucun soutien à la politique des nationalistes. Nous partons en effet d'un point de vue prolétarien, internationaliste et révolutionnaire. Donc notre programme ce n'est pas seulement la libération nationale, mais l'émancipation de toute l'humanité du joug du capital, qu'il soit français, algé-

rien ou autre, par une révolution socialiste. La guerre de libération nationale algérienne était un énorme mouvement social qui a gagné l'indépendance par rapport au colonialisme français, et pourtant le pays n'a pas vraiment acquis une indépendance réelle vis-à-vis des impérialistes, parce qu'il est resté sur une base capitaliste. Notre réponse à ces contradictions c'est un tout autre alignement des classes sociales, avec le prolétariat qui prend le pouvoir et qui étend la révolution en France, au reste de l'Afrique du Nord et ailleurs en Afrique. C'est la perspective trotskyste de la « révolution permanente ».

Le Front de libération nationale algérien (FLN), une fois au pouvoir en 1962, a établi un régime capitaliste qui n'a jamais été « socialiste » même sous Boumediène. Le secteur étatique devait simplement jeter les bases sur lesquelles pour-

Suite page 11

Pour une Quatrième Internationale reforgee !